

13^e congrès

Colloque thématique



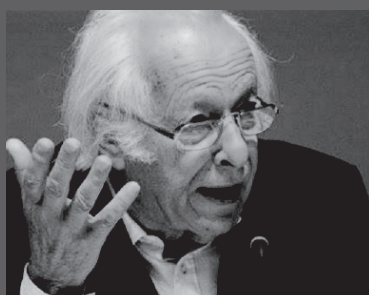
**Penser le
développement
et la mondialisation
avec Samir Amin**

Vendredi 28 juin 2019

**Présidence de
l'Université Mohammed V - Irfane
Avenue Allal El Fassi, Al Irfane, Rabat**

13^e congrès

Colloque thématique



**Penser le
développement
et la mondialisation
avec Samir Amin**

Vendredi 28 juin 2019

**Présidence de
l'Université Mohammed V - Irfane
Avenue Allal El Fassi, Al Irfane, Rabat**

Association marocaine de sciences économiques

Fondée en 2006, l'Association marocaine de sciences économiques (AMSE), groupement scientifique, a pour objectif de favoriser les progrès de la science économique au Maroc en développant la recherche fondamentale et appliquée, en diffusant les résultats des travaux universitaires et en multipliant les échanges entre chercheurs au niveau international.

Son programme d'action s'articule autour de l'organisation de conférences, de tables rondes, de séminaires, de colloques, l'animation de groupes de recherche, d'étude et d'expertise, l'édition de publications à comité de lecture, etc.

L'AMSE a créé en 2009 les **Presses universitaires du Maroc** (PUM).

Adresse

Association marocaine de sciences économiques

Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales

Boulevard des Nations Unies, BP 721, Rabat, Maroc

Compte bancaire

N° 8100009 200 00 04087 85

BMCE Bank, Agence Rabat-Hassan

Conseil d'administration (Mandat 2016-2020)

- AÏT SGHIR Nabil (Université Mohammed V de Rabat)
- AKAABOUNE Mohamed (Université Mohammed V de Rabat)
- AKESBI Azzedine (Centre d'orientation et de planification de l'éducation, Rabat)
- AKODAD Safae (Université Mohammed V de Rabat)
- ASKOUR Khadija (Institut supérieur du tourisme de Tanger)
- BOUSLIKHANE Mohamed (Institut national d'aménagement et d'urbanisme, Rabat)
- EL AOUI Nouredine (Université Mohammed V de Rabat)
- EL HARMOUZI Nouh (Université Ibn Tofaïl de Kénitra)
- EL HOUMAIADI Adil (Université Mohammed V de Rabat)
- EL MESLOUHI Fedoua (Université Mohammed V de Rabat)
- Frej Driss (Université Mohammed V de Rabat)
- HAFID Hicham (Université Mohammed V de Rabat)
- HANCHANE Saïd (Ecole de gouvernance et d'économie, Rabat)
- LAHLOU Kamal (Bank Al-Maghrib)
- MOUMNI Nicolas (Université d'Amiens)
- RAOUF Radouane (Université Mohammed V de Rabat)
- TAOUIL Redouane (Université de Grenoble-Alpes)
- TAZI LEBZOUR Kamal (Université Mohammed V de Rabat)
- TOUZANI Hanane (Laboratoire économie du développement/LED)

Comité directeur (Mandat 2016-2020)

- AÏT SGHIR Nabil
- AKAABOUNE Mohamed
- ASKOUR Khadija
- BOUSLIKHANE Mohamed (vice-président)
- EL AOUI Nouredine (président)
- EL HOUMAIADI Adil
- EL MESLOUHI Fedoua
- HAFID Hicham
- RAOUF Radouane
- TAZI LEBZOUR Kamal
- TOUZANI Hanane (trésorière)

ARGUMENTAIRE

Samir Amin est décédé le 12 août 2018. Il a laissé derrière lui une œuvre considérable, plus de cinquante ouvrages. Il faisait partie d'un groupe d'économistes (Immanuel Wallerstein, André Gunder-Franck, Giovanni Arrighi) qui ont non seulement réinterprété la problématique du sous-développement et de l'évolution de l'économie mondiale mais ont également rompu avec les analyses orthodoxes se rapportant à ces questions. La publication de son ouvrage, *L'Accumulation à l'échelle mondiale* (1) constitue une véritable rupture avec la conception traditionnelle du sous-développement. Il refusait d'analyser les économies sous-développées comme relevant d'un champ spécifique – la théorie du sous-développement – appréhendé à travers une batterie de critères (climat, insuffisance des capitaux, comportements précapitalistes) pour expliquer le sous-développement.

Samir Amin réagit en refusant de considérer les pays sous-développés hors du système mondial : « Toutes les sociétés contemporaines sont intégrées dans le système mondial (2). » Dans cette perspective, le sous-développement devient un processus historique qui est le résultat de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale.

La source d'inspiration théorique trouve son origine au sein de l'école structuraliste, née au sein de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine (CEPAL), créée en 1948. Elle est représentée par les travaux de l'économiste argentin Raul Prebisch, en particulier *Le Développement économique de l'Amérique latine et ses principaux problèmes*, publié en 1950, et le rapport de la CNUCED en 1964 sur les causes du sous-développement de l'Amérique latine. Il considère que le sous-développement est la conséquence de la division internationale du travail qui engendre la polarisation du monde entre un centre (les pays riches) et une périphérie (les pays pauvres). Ce thème sera d'ailleurs très en vogue pendant les années 70, au moment où les pays du « Tiers-Monde » revendiquaient un nouvel ordre économique international.

Toute l'approche est déterminée par la prise en compte des relations « centre- périphérie ». Le centre est constitué par la triade (Amérique du Nord, Europe, Japon), alors que la périphérie est formée par l'ensemble des pays sous-industrialisés. L'inégalité du développement économique s'explique fondamentalement par l'intégration de la périphérie à l'économie mondiale capitaliste. Cette démarche rompt radicalement avec l'approche rostowienne qui part de deux temporalités : celle du Tiers-Monde et celle des nations industrialisées. « Les deux voies, selon Rostow, sont parallèles. Les premiers sont en situation de retard, il suffit qu'ils créent les conditions du décollage pour faire face à leur infériorité. » Cependant, la grande limite de cette interprétation du sous- développement est qu'à aucun moment elle n'établit le lien entre le développement des uns et le sous-développement des autres. Pour Samir Amin, il s'agit là d'un oubli essentiel : « Les pays "sous-développés" font partie d'un système mondial, ils ont une histoire, celle de leur intégration à ce système, qui a forgé leur structure particulière, qui n'a rien à voir avec celle des époques antérieures à leur intégration au monde moderne (3). »

(1) S. Amin, *L'Accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, Editions Anthropos, 1970.

(2) *Op. cit.*, p. 11

(3) *Op. cit.*, p. 17.

L'intégration des pays de la périphérie au système mondial va déterminer la nature « extravertie » de leur économie par opposition au caractère autocentré de celle du « centre ». Sur le plan sectoriel, l'accumulation dans les économies capitalistes développées s'articule sur le secteur des biens d'équipement et celui des biens de consommation de masse. Dans les économies périphériques, les relations intersectorielles s'effectuent entre le secteur des exportations et celui de biens de luxe. L'essentiel des exportations est constitué par la production des biens primaires minéraux ou agricoles vendus par le canal du marché mondial aux pays du centre. Ce flux d'exportation obéit à la loi de « l'échange inégal » selon A. Emmanuel, c'est-à-dire qu'il s'accompagne d'un transfert de valeur dû au fait que les prix de production des marchandises en provenance des formations périphériques sont inférieurs à la valeur de celles-ci. La raison principale en est l'inégalité des rémunérations de la force de travail entre le centre et la périphérie, alors que la productivité du travail est sensiblement la même dans ces deux grandes régions du monde.

Le développement du secteur des biens de luxe est largement dépendant du secteur exportateur. Il va privilégier les biens de consommation destinés aux couches dominantes. Ce processus d'industrialisation aggrave les contradictions du secteur productif dans la mesure où il commence par la fin. La phase de substitution d'importation correspond aux niveaux de consommation du centre (téléviseurs, équipements ménagers, automobile). Ce modèle de développement va surtout renforcer les différentes formes de *dépendance* (commerciale, technologique et financière) et aggraver les « hétérogénéités spatiales » qui feront couler beaucoup d'encre à travers le thème du *dualisme*. Ce dernier concept sera récusé par Samir Amin, qui considère que les « pays de la périphérie sont des formations économiques et sociales, c'est-à-dire qu'ils sont formés par l'articulation de modes de production différents. Le secteur traditionnel joue le rôle de réservoir de main-d'œuvre qui pèse dans le sens du maintien des bas salaires (4). »

Toutes ces analyses du sous-développement vont converger avec celles de A. Gunder-Franck (5) (métropoles/satellites) qui, par le jeu d'une cascade de relations, établit lui aussi l'appartenance du paysan latino-américain au mode de production capitaliste par le canal de l'exportation de la production de la grande exploitation dans laquelle il travaille vers le marché international dominé par les pays centraux.

Comme il a été souligné, ce processus de sous-développement ne peut être appréhendé qu'à travers l'analyse du capitalisme à l'échelle mondiale. Samir Amin va privilégier la longue durée en mettant l'accent sur les différentes phases de son expansion. Par exemple, la longue phase « britannique » (1815-1914) était fondée sur l'ouverture d'un marché mondial façonné par le contraste centres industrialisés et périphéries coloniales. La seconde longue phase (1917-1980) est caractérisée par l'éclatement du système avec la révolution russe (1917), par la Seconde Guerre mondiale (1939), l'essor de l'après-guerre (1945-1970) avec l'interventionnisme keynésien, la reconstruction du marché mondial sous l'hégémonie américaine et par le développement des mouvements de libération dans les pays de la périphérie (« l'ère Bandung »). Enfin, la « nouvelle mondialisation » (milieu des années 80 jusqu'à aujourd'hui) est caractérisée par une interpénétration « tripolaire » (entre les Etats-Unis, le Japon et la CEE), qui se « traduit non seulement par une intensification des échanges commerciaux inter-centres, mais aussi et surtout par une interpénétration des capitaux. Le capital, qui avait été jusqu'alors toujours national, tend à perdre cette qualité : à sa place un capital dominant mondialisé émerge à partir de son segment financier en voie de mondialisation à une allure incroyablement rapide (6) ».

Cette dernière expansion du capitalisme ne fait que renforcer la polarisation du monde (centre/périphérie) qui demeure une caractéristique permanente du capitalisme comme système mondial, c'est-à-dire du « capitalisme réellement existant ».

(4) *Op. cit.*

(5) A.G. Franck, *Le Développement du sous-développement*, Paris, Maspero, 1970.

(6) Toutes les données concernant la mondialisation se trouvent dans les principaux ouvrages publiés par S. Amin. Voir *Le Développement inégal*, Paris, Ed. de minuit, 1974 ; *L'Empire du chaos*, Paris, L'Harmattan, 1991.

Pour Samir Amin, le système mondial actuel (baisse de la croissance et conflits commerciaux entre les pays développés ; croissance médiocre dans la plupart des pays du Tiers-monde) est en crise. Il s'agit donc d'une crise générale qui touche l'ensemble des régions du monde. Cette crise s'explique fondamentalement par la polarisation mondiale qui constitue bien la vraie limite historique du capitalisme et par le fait que la solution simple du marché telle qu'elle est proposée aujourd'hui est toujours incapable d'éviter l'apparition des contrastes sociaux et politiques, internes et internationaux, au point d'en devenir insupportables(7).

Cependant, à en croire le discours dominant de la Banque mondiale, la mondialisation serait incontournable et indépassable et doit être acceptée telle quelle. « On ne peut que s'ajuster. » Ce discours prétend qu'un ajustement actif est possible. En témoigne l'expérience des pays émergents. « Tout dépendrait donc des facteurs internes propres aux différents pays du tiers-monde (8). »

Samir Amin rejette cette perspective. Pour lui, pour sortir du cercle infernal du sous-développement, la « périphérie condamnée à ne pas rattraper le retard sur le modèle capitaliste n'a d'autre choix que de le dépasser ». Il lui faut inventer un modèle d'accumulation préalable *autocentré* dépassant les règles du marché et orienté vers la satisfaction des besoins des masses. Cette stratégie de développement passe par l'adoption d'une solution « nationale, populaire et socialiste ».

La réalisation de ce projet passe par la prise en compte de plusieurs éléments fondamentaux généralement mis de côté par l'analyse libérale : 1) la répartition du revenu liée aux mécanismes du développement économique, l'emploi, la formation, les services sociaux, le rôle de l'Etat, les contradictions du développement (notamment ville-campagne) – sans autonomie relative vis-à-vis de l'extérieur réduisant les différentes formes de dépendance (technologique, financière, alimentaire, industrielle, culturelle) la nation n'existe pas car elle sera réduite à jouer un rôle passif dans l'évolution de la société mondiale ; 2) La nécessité de prendre en considération les différentes performances de l'économie mondiale et les contradictions qu'elles peuvent induire entre les différents pays et les différentes régions du monde (9).

C'est en hommage à Samir Amin et en référence à sa pensée féconde que l'Association marocaine de sciences économiques (AMSE) organise ce colloque thématique.

Trois axes peuvent constituer les bases de ce débat :

1. Quelle est la contribution théorique de Samir Amin à la science économique et particulièrement à la problématique du développement/sous-développement ?
2. Dans quelle mesure la pensée de Samir Amin peut-elle nous aider à mieux comprendre l'évolution de l'économie mondiale et de ses contradictions (croissance économique à l'échelle mondiale, signification des nouvelles tendances protectionnistes, émergence économique et développement de nouvelles puissances).
3. Quel bilan peut-on-faire des politiques économiques libérales dans les pays en développement pendant les trente dernières années, et comment sortir du cercle vicieux de la dépendance : souveraineté nationale et développement économique, croissance économique, emploi et répartition, rôle de l'Etat, etc.

(7) S. Amin, *L'Empire du chaos*, op. cit.

(8) Op. cit.

(9) Op. cit.

PROGRAMME

VENDREDI 28 JUIN 2019

9h00-9h30 *Accueil*

Session 1. Samir Amin : une théorie générale du développement inégal

Modérateur Redouane TAOUIL (Université Grenoble-Alpes)

9h30-9h50 Mohamed BOUSLIKHANE (Institut national d'aménagement et d'urbanisme, Rabat), *Une introduction à la pensée de Samir Amin*

9h50-10h10 Rémy HERRERA (CNRS et Centre d'économie de la Sorbonne, France), *Pour Samir Amin*

10h10-10h30 Ahmed ZOUBDI (Forum du Tiers-Monde, Dakar), *Lecture dans l'œuvre de Samir Amin*

10h30-10h50 Noureddine EL AOUI (Université Mohammed V de Rabat), *Le testament de Samir Amin : émancipation, déconnexion, développement souverain*

10h50-11h30 **Discussion**

11h30-11h50 **Pause-café**

11h50-12h10 Aïcha EL ALAOUI (Université Sultan Moulay Slimane, Béni Mellal), *La crise du capitalisme et le développement inégal dans la pensée de Samir Amin : le cas du Venezuela*

12h10-12h30 Abdellatif ZEROUAL (Université Mohammed V de Rabat), *Développement et socialisme dans la pensée de Samir Amin*

12h30-12h50 Mohamed SOUAL (Groupe OCP), *La nouvelle économie du développement au prisme de la crédibilité empirique*

12h50-13h30 **Discussion**

13h30-14h30 **Déjeuner**

Session 2. Développement national et mondialisation : les nouveaux enjeux

Modérateur Najib AKESBI (Institut agronomique et vétérinaire Hassan II, Rabat)

14h30-14h50 Azzedine AKESBI (Centre d'orientation et de planification de l'éducation, Rabat), *Le développement économique bloqué par la corruption, l'économie de rente et une panne de la valorisation du capital humain : le cas du Maroc*

14h50-15h10 Safae AKODAD (Université Mohammed V de Rabat) et Hicham GOUMRHAR (Université Ibn Zohr d'Agadir), *Démocratie, capacité de l'Etat et développement : une analyse empirique en données de panel*

15h10-15h30 Mustapha MAGHRITI (ministère de l'Economie et des Finances), *Inégalités sociales, politiques fiscales et limites des politiques néolibérales*

15h30-16h00 **Discussion**

16h00-16h20 **Pause-café**

16h20-16h40	Ahmed BOUSSELHAMI et Rachid BOUKBECH (Université Abdelmalek Essâadi de Tétouan), <i>L'impact de la décentralisation fiscale sur l'inclusion sociale au niveau local au Maroc</i>
16h40-17h00	Somia GHRARA (Université Cadi Ayyad de Marrakech), <i>Le rôle des zones franches dans l'attraction des investissements comme marqueur de développement territorial: le cas de la ZFE Tanger</i>
17h00-17h20	Jihad AIT SOUSSANE et Zahra MANSOURI (Université Ibn Tofaïl, Kénitra), <i>Le co-développement Maroc-Afrique: un nouveau modèle de coopération Sud-Sud</i>
17h20-17h50	Discussion

Assemblée générale

17h50-18h10	Rapport d'activité et rapport financier
18h10-18h30	Discussion générale

Comité scientifique

Mohamed ABDELLAOUI, Mohamed BOUSLIKHANE, Noureddine EL AOUI, Fadoua EL MESLOUHI, Nicolas MOUMNI, Raouf RADOUANE, Redouane TAOUIL, Kamal TAZI.

Comité d'organisation

Mohamed ABDELLAOUI, Nabil Aït SGHIR, Safae AKODAD, Adil EL HOUMAIID.

RÉSUMÉS

Mohamed BOUSLIKHANE (Institut national d'Aménagement et d'Urbanisme, Rabat), *Une introduction à la pensée de Samir Amin*

Samir Amin est décédé le 12 août 2018. Il a laissé derrière lui une œuvre considérable, plus de cinquante ouvrages. Il faisait partie d'un groupe d'économistes (Immanuel Wallerstein, André Gunder-Franck, Giovanni Arrighi) qui ont non seulement réinterprété la problématique du sous-développement et de l'évolution de l'économie mondiale mais ont également rompu avec les analyses orthodoxes se rapportant à ces questions. La publication de son ouvrage, *L'Accumulation à l'échelle mondiale* constitue une véritable rupture avec la conception traditionnelle du sous-développement. Il refusait d'analyser les économies sous-développées comme relevant d'un champ spécifique – la théorie du sous-développement – appréhendé à travers une batterie de critères (climat, insuffisance des capitaux, comportements précapitalistes) pour expliquer le sous-développement.

Samir Amin réagit en refusant de considérer les pays sous-développés hors du système mondial : « Toutes les sociétés contemporaines sont intégrées dans le système mondial. » Dans cette perspective, le sous-développement devient un processus historique qui est le résultat de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale.

Rémy HERRERA (CNRS et Centre d'économie de la Sorbonne, France), *Pour Samir Amin*

Samir Amin s'est toujours dit marxiste. Son œuvre s'est nourrie, non sans esprit critique, des théories de l'impérialisme comme des travaux pionniers sur le développement, mais se démarque nettement du corpus marxiste « orthodoxe ». Il a produit une série d'analyses globales qui articulent relations de domination entre nations et relations d'exploitation entre classes, et qui prennent pour objet et concept le monde moderne en tant qu'entité concrète socio-historique faisant *système*.

La question centrale qui anime son œuvre est celle de savoir pourquoi l'histoire de l'expansion capitaliste s'identifie à celle d'une *polarisation* à l'échelle mondiale entre formations sociales centrales et périphériques. Sa réponse a l'ambition de saisir la réalité dans sa *totalité*, pour intégrer l'étude de ses lois dans les termes du matérialisme historique, en s'efforçant à la fois de combiner théorie et histoire et de tenir ensemble les champs économique, politique et idéologique. La polarisation est, pour lui, immanente au capitalisme mondial et s'interprète comme produit moderne de la loi d'accumulation du capital à l'échelle mondiale. Le problème qui est posé est celui d'une répartition mondiale de la plus-value.

Samir Amin rejette une interprétation économiciste du marxisme qui, en sous-estimant la gravité des implications de la polarisation, poserait la question de la transition socialiste en termes inadéquats. Si les centres d'aujourd'hui ne reflètent pas l'image de ce que seront demain les périphéries et ne se comprennent que dans leur relation au système pris dans son ensemble, le problème de ces dernières n'est plus celui du « rattrapage » mais celui de la construction d'une « *autre société* ». Pour lui, un véritable retour à Marx (et à Lénine) offrirait les éléments d'une réflexion sur les possibilités de « *faire autre chose* » et de « *transformer le monde* ».

La critique des concepts et des pratiques du développement est toutefois accompagnée chez lui d'une alternative : la *déconnexion*. Cette dernière est définie comme la soumission des rapports extérieurs – grâce à

la sélection par l'État de positions non défavorables dans la division internationale du travail – à la logique du développement intérieur – soit l'exact inverse de l'ajustement structurel des périphéries aux contraintes que fait peser l'expansion polarisante du capital. Il s'agit alors de développer des actions systématiques en direction de la construction d'un *monde polycentrique*, ou multipolaire, seul à même d'ouvrir des espaces d'autonomie au progrès d'un internationalisme des peuples, de permettre des transitions vers « *un au-delà du capitalisme* » et de tendre vers un socialisme mondial.

L'œuvre théorique de Samir Amin invite le marxisme historique à faire l'autocritique de son eurocentrisme et à développer pleinement sa « *vocation afro-asiatique* ». Portées par la lame de fond des mouvements populaires de libération nationale du Tiers-Monde, ces théorisations, qui dépassent en les conservant les thèses de l'impérialisme, ne pouvaient que trouver un écho favorable dans les pays africains, arabes et asiatiques, mais aussi bien sûr latino-américains, avec lesquels les chercheurs néomarxistes et progressistes occidentaux gagneraient tant à travailler.

En plus du Forum du Tiers-Monde qu'il dirigea à Dakar, Samir Amin présida le Forum mondial des alternatives, réseau de centres de réflexion du Nord et du Sud qui réunit des intellectuels critiques originaires de nombreux pays, contribuant ensemble à l'élaboration d'alternatives à la mondialisation capitaliste.

Ahmed ZOUBDI (Forum du Tiers-Monde, Dakar), *Lecture dans l'œuvre de Samir Amin*

Ma communication, dans le cadre de ce colloque en hommage au regretté professeur Samir Amin, décédé le 12 août dernier (2018), et afin de permettre au lecteur – et surtout aux économistes politiques en herbe – de tirer profit de l'œuvre de l'intellectuel organique qu'il fut et débattre des grandes questions de l'air du temps, porte sur une lecture dans les thématiques qui ont forgé l'itinéraire intellectuel de ce penseur social hors du commun.

Pour commencer, je dirai que Samir Amin est l'un des rares penseurs sociaux qui fut inébranlable face à la misère de la politique et de la pensée, surtout avec l'effondrement du bloc communiste et le déclin des grands récits de la pensée sociale. L'économiste du Sud, qu'il fut incontestablement, a, par ailleurs, été très attentif à l'ironie de l'histoire et a eu la grande audace intellectuelle d'annoncer, sur la base d'une lecture politique et historique des faits et événements, l'échec des grands projets sociétaux apparus au XX^e siècle, qu'il s'agisse de l'Etat-providence en Occident ou des expériences socialistes à l'Est ou encore des projets de développement dirigés par les mouvements de libération nationale au Sud (10).

Samir Amin est parmi les éminents penseurs sociaux fondateurs de l'école du sous-développement et de l'impérialisme – et non de l'école de la dépendance comme le pensent certaines lectures déformatrices de sa pensée – aux côtés de Paul Sweezy, Paul Baran, André Gunder Frank, Giovanni Arrighi, Immanuel Wallerstein, Aziz Belal, Arghiri Emmanuel, Charles Bettelheim et bien d'autres penseurs des Lumières contemporains. Les travaux de ces marxistes éclairés furent qualifiés de « travaux d'Hercule », car ils rivalisent et devancent les travaux des libéraux, en particulier ceux des orthodoxes et conservateurs du mainstream qui ont préparé l'avènement du néolibéralisme mondialisé, lequel est à l'origine du démantèlement des services publics, voire de l'Etat et des institutions, pour imposer un nouveau mode de gestion dirigé par les oligarchies.

Samir Amin n'était pas l'intellectuel qui vivait dans sa tour d'ivoire, isolé de ce qui se passait autour de lui en se bornant à forger des idées et des concepts sur ses cahiers pour le divertissement, mais c'était l'intellectuel organique, le penseur social indépendant, pas l'intellectuel du parti, qui mettait à l'épreuve les théories

(10) S. Amin (1992), *De la critique de l'Etat soviétique à la critique de l'Etat national: l'alternative nationale et populaire* (en arabe), Centre d'études arabes, Le Caire.

qu'il avait mises au point en observant la réalité avec beaucoup d'attention. En effet, de l'IDEP (11) au Forum du Tiers-Monde (FTM) (12), en passant par plusieurs institutions non gouvernementales, comme le CODESRIA (13) mais aussi l'ENDA Tiers-Monde (14) et bien d'autres forums des mouvements sociaux (15), ce savant à stature internationale a eu le grand mérite de mettre ces laboratoires d'économie politique et des sciences sociales au service des peuples opprimés de la planète pour faire entendre leur voix.

Samir Amin a marqué de son empreinte plusieurs générations d'économistes, d'intellectuels, d'experts et consultants, d'hommes politiques, etc. L'œuvre de cet intellectuel constitue une école de pensée de l'émancipation, comme Karl Marx, Frédéric Engels ou Lénine et Rosa Luxemburg. Samir Amin interpellait constamment la réalité et faisait parler les chiffres pour découvrir l'essence des phénomènes sociaux.

Il est parmi les rares intellectuels qui ont mené un combat sur tous les fronts pour de grands projets intellectuels et politiques pour la justice, la liberté et l'émancipation des peuples opprimés et pour tous les citoyens du monde. Certes, ce sont des projets sociétaux qui se prêtent difficilement à la réalité au regard de l'hégémonie impérialiste et sioniste, mais l'histoire verra donner raison à la pensée de ce grand visionnaire qu'il fut. Aujourd'hui, pour Samir Amin, l'alternative est de construire un bloc international exprimant l'internationalisme des travailleurs et des peuples (16) et imposant des rapports de forces pour contrer la triade (USA, Europe, Japon) impérialiste et « passer de la défensive à l'offensive et ouvrir à nouveau des débats sur les alternatives anticapitalistes et les processus de transition socialiste (17). »

Pour conclure, nous dirions que Samir Amin a commencé sa bataille intellectuelle contre l'injustice et pour l'émancipation par ce que Karl Marx a fini son combat pour un monde juste et égalitaire, autrement dit l'économie. Il a conclu son itinéraire par ce que Marx a commencé le sien, c'est-à-dire la politique et la philosophie. En revanche, pour les deux penseurs des Lumières, l'économie et la politique vont de pair.

Samir Amin a joué le rôle de l'intellectuel « prophétique » pour comprendre le monde mais surtout le changer, comme l'a dit Karl Marx. Ce grand penseur internationaliste a brillamment réussi dans cette œuvre gigantesque dans la théorie et la pratique.

Après ce plaidoyer en l'honneur de ce penseur social hors pair, les pistes suivantes constitueront les principales thématiques de ma communication, lesquelles ont forgé l'itinéraire intellectuel de Samir Amin :

- l'accumulation à l'échelle mondiale (18) ;
- de l'échange inégal (19) au développement inégal (20) ;
- la polarisation capitaliste ;
- la déconnexion (21) ;
- du matérialisme historique revisité ;
- critique des culturalismes.

(11) Samir Amin était le directeur de l'IDEP (Institut de développement et de planification, institution relevant des Nations Unies, située à Dakar) de 1970 à 1980. Voir à ce titre *Itinéraire intellectuel* (2006), tome 1, traduit en arabe par Saâd Taouil, Beyrouth, Ed. Essaki.

(12) Samir Amin est fondateur du FTM en 1980 et fut son président jusqu'à sa mort.

(13) Le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique, créé en 1973 ; son siège est basé à Dakar (Sénégal). Samir Amin fut le 1er Secrétaire exécutif de cet organisme, de 1973 à 1975.

(14) Environnement, Développement, Action dans le Tiers-Monde est une organisation non gouvernementale créée en 1972 et située à Dakar (Sénégal).

(15) Notamment le Forum mondial des alternatives dont Samir Amin fut le président, le Forum social mondial, etc.

(16) S. Amin (2017), *L'Indispensable reconstruction de l'internationale des travailleurs et des peuples*, (Manifeste), Forum du Tiers-Monde et Forum mondial des alternatives.

(17) Rémy Herrera (2010), *Un autre capitalisme n'est pas possible*, Ed. Syllepse, p.190.

(18) S. Amin (1970), *L'Accumulation à l'échelle mondiale*, Ed. Anthropos.

(19) S. Amin (1973), *L'Échange inégal et la loi de la valeur*, Ed. Anthropos.

(20) S. Amin (1973), *Le Développement inégal*, Ed. de Minuit.

(21) S. Amin (1986), *La Déconnexion, pour sortir du système mondial*, L'Harmattan.

Pour l'économie orthodoxe, le sous-développement n'existe pas en soi, et, par conséquent, c'est un non-objet. Et si des écarts entre les pays peuvent être observés en termes de performance économique, ils ne traduisent qu'un état de retard des uns par rapport aux autres. Tous les pays sont placés, à des étapes différentes, sur une trajectoire allant du stade inférieur, « la société traditionnelle », au stade supérieur, « l'ère de la consommation de masse », en passant par « les conditions préalables au démarrage », « le démarrage » et « la marche vers la maturité ». C'est la fameuse théorie des *étapes de la croissance économique* de W.W. Rostov (1960). Samir Amin oppose à cette approche linéaire, cinétique, unidirectionnelle des sociétés une approche à la fois historique et systémique.

Loin d'être un simple retard susceptible d'être rattrapé moyennant un effort d'investissement, de modernisation de l'économie et d'extension du marché et en suivant les « bonnes pratiques » des pays développés, le sous-développement est un *processus historiquement daté*, dont la genèse remonte à la colonisation qui a permis, par la violence, de soumettre les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine à la domination militaire, politique, économique et culturelle de l'Europe d'abord, des Etats-Unis à partir de la Seconde Guerre mondiale. Pour Samir Amin, le procès du sous-développement est indissociable de « l'accumulation capitaliste » qui, dans son essence même, ne peut se déployer qu'à « l'échelle mondiale », le surplus créé au sein de la « périphérie », c'est-à-dire les pays sous-développés, étant constamment capturé, extorqué par le « centre » ou les pays développés (*L'Accumulation à l'échelle mondiale*, 1970).

L'asymétrie constitutive du *développement inégal* (1973) ne constitue pas une simple étape contingente et nécessaire sur la ligne du temps de Rostow. Elle est, au contraire, consubstantielle au capitalisme parvenu, à la fin du 19^e siècle, à son stade suprême, le stade impérialiste (*L'Impérialisme et le développement inégal*, 1976).

L'histoire longue semble avoir donné raison à Samir Amin non seulement contre le mainstream mais également contre certains économistes hétérodoxes ayant cru pouvoir appréhender, hier, dans le phénomène des « nouveaux pays industriels » et, aujourd'hui, dans celui des « pays émergents », un biais dans la théorie du développement inégal, une transgression de l'ordre binaire centre-périphérie, voire une rupture du cercle vicieux du sous-développement. Au lieu d'atténuer les effets de la domination du « centre » sur la « périphérie », la mondialisation a, dans les faits, corroboré la thèse que le développement (des uns) est coextensif au sous-développement (des autres).

En effet, au sein des pays en voie de développement, la création de valeur, comme sa réalisation, ne s'inscrit pas dans le cadre d'un processus autocentré et selon une logique autonome. Le marché national est davantage une fiction qu'une réalité. L'accumulation du capital suppose le transfert vers le « centre » d'une partie non négligeable de la valeur produite au sein de la « périphérie ». Le phénomène de *paupérisation* s'explique par les mécanismes sophistiqués de *l'échange inégal* (*L'Échange inégal et la loi de la valeur*, 1973) qui fondent le développement inégal. *La loi de la valeur mondialisée* (2011) peut, dès lors, se reproduire à l'infini s'il n'est pas mis un terme aux phénomènes de *dépendance* de la « périphérie » à l'égard du « centre ». Samir Amin parle de l'idéal d'émancipation qui est, en l'occurrence, une condition *sine qua non* de la *souveraineté* des pays en voie de développement et de la *déconnexion* (1985) de la « périphérie » vis-à-vis du « centre ».

D'aucuns ont souligné l'irréalisme de la thèse de la déconnexion, en prenant appui sur l'échec de la brèche ouverte par les multiples expériences de « socialisme réellement existant ». On a d'abord, sur ce terrain, fait un faux procès à Samir Amin dont on connaît, par ailleurs, les critiques pertinentes à l'endroit du modèle soviétique de transition socialiste (*L'Avenir du maoïsme*, 1981). Ensuite, le concept de déconnexion implique que, au sein de la périphérie, des stratégies d'autonomie collective et de développement autocentré

puissent être engagées débouchant, à terme, sur une mondialisation alternative, débarrassée de l'anomalie impérialiste. Une sortie par le haut du *capitalisme vers la civilisation* (2008) s'inscrit dans le long terme et suppose une rupture des logiques du développement inégal par des processus nationaux de *développement souverain*. Cette perspective, *en creux* dans la pensée hétérodoxe de Samir Amin, peut se lire comme un testament pour une « utopie créatrice » et se traduire, *en actes*, dans le cadre d'un programme de recherche théorique, comme une « feuille de route » politique.

Mots-clés: accumulation, dépendance, développement, émancipation, déconnexion, paupérisation, souveraineté.

Classification JEL: B14, B15, B24, O1, 019.

Aïcha EL ALAOU (Université Sultan Moulay Slimane, Béni Mellal), *La crise du capitalisme et le développement inégal dans la pensée de Samir Amin: le cas du Venezuela*

Les conditions objectives d'une crise de système existaient partout. Les crises sont inhérentes au capitalisme, qui les produit de manière récurrente, à chaque fois plus profonde. Il ne faut pas appréhender chaque crise séparément, mais de manière globale (Samir Amin, 2012). Dès le début de l'année 2019, le Venezuela est dans le « chaos total » : la crise est pire que celle connue par les États-Unis pendant la Grande Dépression de 1929-1933. Ma réflexion dans ce travail s'articule autour des questions suivantes : Peut-on dire que la crise au Venezuela est une suite logique des crises que connaît le système économique mondial ? Peut-on conclure que ladite crise est une « crise systémique » qui montre que le système capitaliste est dans une phase de « vieillesse » ? Peut-on analyser cette crise comme une domination du centre sur la périphérie ? Ou peut-on considérer que cette crise est une guerre permanente du Nord contre le Sud ? Pour donner des éléments de réponse, ce travail essaye d'analyser ces questions en adoptant la démarche critique de Samir Amin comme un penseur anticapitaliste ou anti-impérialiste. La conclusion primordiale globale tirée de cette analyse est que la crise vénézuélienne ne peut pas être considérée comme une crise séparée du système économique mondial et de la situation politique mondiale chaude. Les données politiques montrent que le monde actuel est au déclin de la démocratie qui est aujourd'hui plus menacée suite notamment à la concentration du pouvoir au bénéfice exclusif de la triade impérialiste et des pays émergents. On aura sans doute plus de crises/guerres qui seront déclenchées par différents motifs, mais la cause profonde réside dans la nature du système mondial et sa façon de répartir et exploiter les richesses naturelles de la planète. La crise vénézuélienne signifie, ainsi, que le système dans son ensemble est en difficulté, surtout que « la stratégie de la Chine se contente d'œuvrer pour la promotion d'une nouvelle mondialisation, sans hégémonie. Ce que ni les États-Unis ni l'Europe ne pensent accepter » (Samir Amin, 2009).

Mots-clés: crise du capitalisme, guerre froide, rente impérialiste, pensée de Samir Amin, Venezuela.

Classification JEL: B24, D63, E11, P30.

1. Introduction

L'Amérique latine était présentée comme la région du « nouveau boom ». Des responsables américains affirmaient qu'elle serait, à brève échéance, le « premier hémisphère entièrement démocratique de l'histoire de l'humanité » (Lowenthal, 1994, p. 1075). Toutefois, Lowenthal a remis en question cet optimisme du début des années 90, constatant que « les progrès politiques et économiques de l'Amérique latine sont réels mais fragiles, étendus mais irréguliers, notables mais encore limités, prometteurs mais en aucune manière assurés » (Lowenthal, 1994, p. 1075).

Dès le début des années 80, des mutations profondes ont spécialement débuté en Amérique latine et dans les Caraïbes. Au niveau économique, cette région a admis que l'approche de la croissance économique, *via* la substitution aux importations, était considérée sans avenir et que son redressement dépendait essentiellement des exportations. Cela implique l'instauration d'une nouvelle stratégie axée sur l'ouverture de nouveaux marchés à des taux d'intérêt compétitifs, la suppression de diverses subventions et formes de protection. En outre, la région devait limiter rigoureusement les activités industrielles et de réglementation de l'Etat, privatiser la plupart des entreprises publiques, favoriser la concurrence sur les marchés, stimuler le secteur privé et attirer les investissements étrangers (Lowenthal, 1994, p. 1076).

Au niveau diplomatique et politique, l'Amérique latine et les Caraïbes ont essayé d'**avancer** leur démocratie constitutionnelle et d'établir une relation harmonieuse avec les Etats-Unis. En effet, la politique extérieure de nombreux Etats latino-américains a été marquée avant la fin des années 70 soit par une indépendance vis-à-vis de Washington, soit par une opposition ouverte. Cette politique était caractérisée par des « politiques restrictives en matière d'investissements étrangers, les marchés réservés, les barrières tarifaires élevées, les mouvements vers l'intégration économique régionale et la concertation diplomatique constituaient autant de réactions hostiles au pouvoir des Etats-Unis » (Lowenthal, 1994, p. 1077). En 1990, les premières négociations ont été menées surtout par le Mexique en vue de la signature d'un Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) avec les Etats-Unis et le Canada. Et par la suite, la plupart des autres pays latino-américains s'efforcent d'améliorer leurs relations avec Washington, à l'exception du Cuba dont la politique a pris un autre chemin de négociation.

Cette transformation du système économique et politique des pays d'Amérique latine et des Caraïbes vers *l'économie de marché* peut-elle expliquer l'échec de l'économie étatiste et dirigiste? Cette évolution vers la coopération interaméricaine montre-t-elle que la confrontation avec Washington est un mauvais pari? Et/ou peut-elle nous confirmer que le débat tiers-mondiste sur un « nouvel ordre économique international » n'est qu'un débat factice? Ou bien les changements que notamment l'Amérique latine a connus résultent d'une transformation radicale du contexte mondial et d'un ordre politique mondial, ou comme le nomme Samir Amin le « total désordre » ou le « chaos ingérable » surtout avec la crise chaotique au Venezuela? Ou la crise vénézuélienne n'est qu'une autre façade de ce « total désordre »?

Dès le début de l'année 2019, le Venezuela est en crise, une crise politique et sociale mais d'abord et avant tout économique. Plusieurs manifestations violentes et meurtrières se déroulent dans les rues des grandes villes à travers le pays. Comment peut-on expliquer cette crise? Y a-t-il une relation structurelle avec la crise vénézuélienne et la transformation structurelle profonde des différents pays d'Amérique latine et des Caraïbes? Pourquoi y a-t-il plusieurs intervenants/pays extérieurs/étrangers dans cette crise?

Pour répondre à ces questions, il est souhaitable de comprendre le mécanisme de fonctionnement du système économique actuel en se basant, dans ce travail, sur une analyse anticapitaliste et anti-impérialiste, particulièrement sur celle de Samir Amin, le plus célèbre penseur de ce dogme de l'époque contemporaine.

Samir Amin a déclaré que l'idéologie dominante est la mondialisation capitaliste et la régulation par le marché. Et les situations des différents pays doivent être classées « en fonction d'un seul critère, le degré de compétitivité industrielle sur le marché mondial » (Samir Amin, 1994, p. 18). Toutefois, il confirme que ce projet de mondialisation par le marché n'est qu'une utopie du fait que « le capitalisme implique un marché intégré dans trois dimensions : marché des produits, marché du capital et marché du travail » (Samir Amin, 1994, p. 20), ce qui implique qu'à l'échelle mondiale le capitalisme est fondé sur un « marché tronqué, bidimensionnel si les capitaux et les marchandises circulent librement. Il n'y a pas de marché mondial du travail, et il n'y en aura pas, car un tel marché impliquerait un Etat mondial, la suppression des frontières politiques. » Le mécanisme de fonctionnement du capitalisme, d'après Samir Amin, doit « engendrer normalement, naturellement, spontanément et inexorablement la polarisation mondiale ». Ainsi donc, le capitalisme va employer différents moyens de mettre son ordre et faire de multiples tentatives pour dominer le monde qui devient de plus en plus barbare, recourant aux interventions militaires.

Dans cette vision, aucune région du monde n'est à l'abri de la cupidité du capitalisme. Chacune constitue une opportunité pour soulager ses crises et éviter le chaos. L'Amérique latine et les Caraïbes ne peuvent y échapper. Paul Cammack (ND) a signalé que les différences socio-économiques entre les régimes de cette région, la transition vers la démocratie appelle « une explication conjoncturelle plutôt qu'une explication traitant tous les pays comme des cas séparés, en faisant abstraction du contexte géographique et historique ».

Cet article essaye d'analyser la situation économique mondiale actuelle ou la crise du capitalisme *via* la crise vénézuélienne qui a été déclenchée en 2015 en passant par l'analyse de la crise financière de 2008. Ma réflexion dans ce travail s'articule autour des questions suivantes : Peut-on dire que la crise au Venezuela est une suite logique des crises que connaît le système économique mondial ? Peut-on conclure que ladite crise est une « crise systémique » qui montre que le système capitaliste est dans une phase de « vieillesse » ? Peut-on analyser cette crise comme une domination du centre sur la périphérie ? Peut-on considérer que cette crise est une guerre permanente du Nord contre le Sud ?

Le plan de ce travail est articulé autour des sections suivantes. La deuxième section présente la crise du capitalisme selon les défenseurs du système capitaliste et, d'un autre côté, selon les perceptions de Samir Amin. La troisième section analyse la crise vénézuélienne comme un rapport de forces interne relevant des structures socio-économique, culturelle et politique du pays, et entre le(s) pays dominé(s) et/ou dominant(s) ou d'une guerre du Nord contre le Sud. La dernière section présente la conclusion.

2. Crise du système capitaliste ou capitalisme en crise

La croissance économique a une tendance « haussière » dans le temps qui dépend généralement des facteurs de production et de l'environnement socio-économique, culturel et politique du pays. L'humanité a atteint son système de production « idéal » et « éternel ». A l'opposé de cette vision théorique, ce système n'est qu'une phase de progression émanant du processus de développement humain. Autrement-dit, il y aura forcément une destruction de ce système actuel pour se transformer vers un autre système « opposé » qui sera forcément un « bon » système capable de répondre aux limites de l'ancien système (le système économique mondial actuel). En général, il y a deux grandes visions dans l'analyse du système économique actuel, impliquant ainsi des analyses divergentes ou, parfois, contradictoires de la crise du capitalisme et de son mode de fonctionnement.

Dans cette vision, on a une pensée qui défend l'éternité du système capitaliste, ce qui implique que la crise n'est que transitoire. Pour en sortir, il suffit d'appliquer des politiques économiques adéquates. C'est à ce niveau qu'il y a une divergence entre les penseurs de cette vision (les keynésiens, les classiques, les monétaristes, les marginalistes, les postkeynésiens et autres). Une autre pensée dite anticapitaliste ou anti-impérialiste défend la thèse que la crise du système est un processus « naturel » symbolisant son rythme de destruction pour faire émerger un autre mode de production dit socialiste ou communiste ; parmi eux il y a Samir Amin, dont on va essayer d'expliquer la crise selon sa doctrine.

2.1. Crise économique comme un dysfonctionnement de l'ajustement des marchés et/ou une mauvaise intervention sur ces marchés

Les penseurs qui défendent le système économique actuel montrent que la crise est expliquée, généralement, par *le cycle de la productivité*. Quand le taux de croissance du PIB diminue, les entreprises n'ajustent pas immédiatement les effectifs des employés, elles font varier, au départ, la durée et l'intensité du travail ; la productivité par travailleur diminue et, par la suite, elles recourent au licenciement de leurs employés (par exemple dans le cas d'une absence de politiques conjoncturelles (22)). Inversement, en situation de

(22) Les politiques économiques conjoncturelles sont fondées sur l'idée qu'il est possible d'agir sur le niveau d'activité en modifiant les composantes de la demande globale. Elles sont d'inspiration keynésienne liées à deux politiques : la politique monétaire et la politique

reprise, les entreprises n'augmentent pas immédiatement l'emploi ; elles vont augmenter, au départ, les heures du travail et, par la suite, employer d'autres demandeurs d'emploi.

Autrement-dit, la croissance économique ne se fait pas à un rythme régulier ; elle est marquée par une succession de phases d'expansion et de ralentissement, voire de récession. Cette évolution irrégulière du PIB s'accompagne de déséquilibres dans le taux de chômage ou/et le taux d'inflation. Pour y remédier, il y a toujours un décalage temporel d'ajustement entre les différentes composantes du PIB (23) qui prennent trois mouvements cycliques avec le taux de croissance économique (mesuré généralement par le PIB) : procyclique, acyclique ou contracyclique.

A cet effet, la croissance économique passe par deux phases de sa tendance vers le point d'équilibre général ou l'état stationnaire : une phase de récession et une phase d'expansion. Les fluctuations économiques passent d'un pic (*peak* en anglais) à un creux (*trough* en anglais) pour revenir au pic, ou inversement. Ces mouvements forment ce que l'on appelle le cycle économique ou le cycle de croissance qui représente la période séparant deux pics ou deux creux. Il a la forme d'un U ou d'un V, comprenant ainsi deux phases : la phase de récession et la phase d'expansion. En conséquence, la crise économique n'est rien d'autre que la période dans laquelle l'économie est dans son phase de récession.

D'une autre manière, une fluctuation économique montre l'existence d'un décalage d'ajustement entre la croissance tendancielle (ou potentielle) et la croissance effectivement réalisée. De ce fait, la crise économique n'est qu'une phase de croissance réalisée au-dessous de la croissance tendancielle. Pour y remédier, il suffit de mettre en place une « bonne » politique économique capable de rétablir l'équilibre selon la loi du marché, et « avec » ou « sans » intervention de l'Etat, c'est-à-dire « avec » ou « Sans » des politiques publiques de relance ou d'encouragement de la demande.

Dans le cas du marché du travail comme marché particulier, le chômage est expliqué généralement par le mauvais fonctionnement de l'économie et augmentera au cours de la phase de récession. Et le salaire comme prix d'ajustement de ce marché est incapable de varier selon les variations de l'activité et de l'emploi. Ainsi donc, quand les ajustements ne se font pas, il y a un déséquilibre entre l'offre et la demande, et on a une situation de sous-emploi ou de chômage. Pour beaucoup d'économistes, la référence à un mécanisme de marché est inadaptée, parce que le travail n'est pas un « produit ordinaire » et parce que l'offre de travail est peu sensible aux « variations du salaire », surtout sa rigidité à la baisse qui est due essentiellement à l'intervention des syndicats/organismes des travailleurs empêchant le tâtonnement d'ajustement du marché.

En général, le fonctionnement de l'économie conduit en permanence à des créations et des disparitions d'entreprises donc d'emplois, entraînant ainsi un « chômage frictionnel » qui correspond à un « chômage de plein-emploi ». Le chômage constitue la différence entre ceux qui ont un emploi et ceux qui en cherchent *activement* un. Il n'est pas lié à la nature du système de production. Il traduit juste un déséquilibre dans le fonctionnement du système capitaliste. Autrement dit, il reflète le décalage d'ajustement entre la croissance tendancielle et la croissance réalisée. Il n'y a pas une *exploitation* des travailleurs puisque le salaire représente la rémunération *juste* de leur force du travail. En parallèle, les propriétaires du capital sont aussi rémunérés puisqu'ils affrontent les *risques* de la production, de la commercialisation, de la concurrence et les autres risques. Le décalage social entre eux est considéré comme *normal* et, ainsi donc, les inégalités sociales sont *logiques*, et elles peuvent être corrigées selon le *principe de la méritocratie*.

budgétaire. Ces politiques relèvent des pouvoirs publics cherchant à stimuler ou ralentir l'activité économique pour corriger les déséquilibres du marché du travail et/ou l'évolution du niveau général des prix. Il faut signaler que les politiques conjoncturelles ont été critiquées voire complètement rejetées par certains économistes puisqu'elles sont inutiles ou incapables de corriger les déséquilibres en agissant sur la demande. Ces économistes défendent l'idée que les marchés, si on les laisse fonctionner normalement, rétablissent automatiquement les équilibres, ramenant l'économie, ainsi, à ses niveaux naturels sans inflation ; ce qui implique que l'intervention de l'Etat, d'après eux, ne peut qu'aggraver ou ralentir le processus d'ajustement.

(23) Les composantes du PIB sont déterminées dans le cycle réel selon ses approches de calcul, à savoir : l'approche de production, l'approche de revenu et l'approche de demande ou dépense.

D'autre part, le niveau de développement entre les pays est expliqué notamment par le décalage temporel. Il suffit par exemple de transférer la technologie, le savoir-faire ou la spécialisation dans la production de produits à forte valeur ajoutée, dans ce cas les pays dits sous-développés (PSD) ou en voie de développement (PED) peuvent attraper les pays dits développés (PD) ou avancés. D'une autre manière, les économistes de cette approche défendent l'idée que les PSD ou les PED peuvent réussir leur décollage économique s'ils arrivent surtout à modifier les règles institutionnelles (24) et réagissent sur les « bonnes » sources de la croissance.

La situation d'une crise économique d'un pays dépend du dysfonctionnement de ses marchés et de ses capacités d'ajustement. Elle n'est pas liée au système capitaliste qui reste un système « idéal » et « éternel » de la production des richesses, de la croissance économique et du bien-être de la société.

2.2. Perceptions de Samir Amin sur la crise du capitalisme

Samir Amin a constaté que « les conditions objectives d'une crise de système existent partout. Les crises sont inhérentes au capitalisme, qui les produit de manière récurrente, à chaque fois plus profonde. Il ne faut pas appréhender chaque crise séparément, mais de manière globale » (Samir Amin, 2012). Selon cette vision, les crises peuvent être déclenchées partout dans le monde puisque c'est la nature du système capitaliste qui les produit de manière permanente avec différents aspects et degrés d'aggravation. Ce système produit ses conditions objectives de destruction malgré sa domination mondiale, surtout après la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique (URSS).

Depuis 1970, le capitalisme domine le système mondial, d'après Samir Amin, par cinq avantages : 1) le contrôle de l'accès aux ressources naturelles ; 2) le contrôle de la technologie et de la propriété intellectuelle ; 3) l'accès privilégié aux médias ; 4) le contrôle du système financier et monétaire, et 5) le monopole des armes de destruction massive. Le système capitaliste appelé par cet auteur « *apartheid on a global scale* » mène des guerres quand c'est nécessaire, c'est-à-dire quand l'un de ses cinq avantages est menacé, ou bien s'il veut faire un contrôle direct pour garantir sa domination et son existence. En négligeant les enjeux politiques dans ce travail, les Etats-Unis restent le symbole de ce système âpre au gain sans limite, assoiffé du sang des pauvres et destructeur de toute forme de vie sur terre.

Actuellement, le système capitaliste est dominé par une poignée d'oligopoles qui contrôlent la prise des décisions fondamentales dans l'économie mondiale, (Samir Amin, 2008). Ces oligopoles ne sont pas seulement financiers (banques ou assurances), mais des groupes intervenant dans la production industrielle, les services, les transports, etc. Leur caractéristique principale est leur financiarisation, selon le même auteur. La recherche de gains rapides et l'accumulation des richesses ont changé « le centre de gravité de la décision économique » qui a été « transféré de la production de plus-value dans les secteurs productifs vers la redistribution des profits occasionnée par les produits dérivés des placements financiers » (Samir Amin, 2008).

Dans cette stratégie révélée par Samir Amin, les oligopoles ne produisent d'ailleurs pas de profits, ils raflent tout simplement *une rente de monopoles* par le biais de placements financiers. C'est la domination des « oligopoles ou monopoles généralisés » qui a donc mis l'économie dans une crise d'accumulation, qui est à la fois une crise de sous-consommation et une crise de la rentabilité. Seuls les secteurs des monopoles dominants ont pu rétablir leur taux de profit élevé, mais en détruisant la rentabilité et la rentabilité des investissements productifs, des investissements dans l'économie réelle. Il existe partout des conditions objectives liées à la nature du capitalisme qui déclenchent la crise dans le système ; par exemple, si la crise financière de 2008 n'avait pas commencé aux Etats-Unis, elle aurait débuté ailleurs (Samir Amin, 2012).

Le penseur des relations de domination néo-coloniales ne néglige pas la capacité du capitalisme à se transformer, évoluer et s'adapter en permanence aux défis que représentent pour lui les différentes sources

(24) Par exemple, il est possible d'augmenter le taux d'emploi en appliquant des réformes du marché du travail, de la durée du travail et de l'âge de la retraite ; ou de soutenir l'investissement par l'application de réformes des systèmes de financement.

de déclenchement des crises. Le système capitaliste trouve ses moyens de renouvellement et de continuation jusqu'au moment où les conditions seront mûres pour une transformation en un autre système. Toutefois, il ne s'agit pas des crises normales du capitalisme. Ce penseur égyptien déclare que la dernière crise du capitalisme (la crise financière de 2008) est une crise du système. Elle n'a plus la forme de U, mais elle a la forme de L depuis les années 70 car « la logique qui a conduit à la crise ne permet pas la reprise ».

D'une autre manière, la crise en L signale l'épuisement historique du système qui a démarré à partir du milieu des années 70, ce qui signifie que « le régime va mourir lentement et paisiblement de sa belle mort ». Samir Amin accorde ainsi une grande importance à cette époque dans ses analyses de la crise, expliquant que l'économie mondiale a connu des chutes de moitié dans les taux de profit, comme les taux de croissance et d'investissement. C'est vrai que le capital a réagi par une stratégie de centralisation supplémentaire durant les années 80-90 ; mais, il a aussi réagi par la mondialisation et la financiarisation. Au niveau mondial, les activités financières deviennent les plus rentables pour les grandes entreprises non financières. Il confirme que l'aspect financier a la prééminence sur tous les autres aspects de la décision économique pour tous les oligopoles. Cette stratégie a rétabli « les taux de profit, mais s'est faite au détriment de l'investissement dans les systèmes productifs. En conséquence, elle s'est traduite par une inégalité grandissante dans la répartition des revenus et donc par une crise de débouchés, de surcapacité par rapport à un rétrécissement de la demande solvable ».

Dans son livre *Sur la crise : sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ?*, Samir Amin (2009) ne considère pas la crise comme une somme de crises qui peuvent être abordées d'une manière segmentaire : crise de l'énergie, crise de la production, crise du climat, crise financière, etc. Pour lui, la crise financière 2008, par exemple, n'est qu'un moment d'aggravation d'une crise ancienne et qui va continuer à se détériorer : la crise du capitalisme tardif. L'auteur confirme qu'il y a des ressemblances dans les crises. Il a fait dans ce livre « le parallèle avec la longue crise de 1873 à 1945. Celle-ci se manifeste au début et jusqu'en 1896 par une chute des taux de croissance, des taux de profit, une chute de l'investissement dans le système productif. Exactement comme entre 1971 et 1990. Dans les deux cas, la réponse a été la même : davantage de centralisation, de mondialisation et de financiarisation. A la fin du 19^e siècle, ce processus s'est opéré par la colonisation, forme directe et brutale de mondialisation, la création des premiers grands oligopoles, la première grande vague de financiarisation et une vague d'innovation. A l'époque, c'était l'électricité, l'automobile et l'avion, qui ne sont pas moins importants que le téléphone portable d'aujourd'hui. Cette phase a débouché sur la Belle Epoque jusqu'en 1914, comparable à 1995-2008. Ce sont deux périodes où les inégalités grandissent et où on tient exactement le même discours de fin de l'histoire, de triomphe apparent du libéralisme » (Samir Amin, 2009).

Dans cette logique, le chercheur égyptien confirme que les oligopoles sont responsables de la crise. Le monde connaît un « degré de centralisation inégalé dans l'histoire ». En effet, les grandes transnationales contrôlent à peu près toute la vie économique du monde. Mais la dernière crise (2008) est considérée par Samir Amin comme une crise systémique du capitalisme vieillissant en affirmant que derrière la crise financière s'est dessinée une crise de l'économie réelle qui va entraîner une régression des revenus des travailleurs, l'accroissement du chômage, la précarité grandissante et l'aggravation de la pauvreté dans les pays du Sud. Il s'agit de dépression et non plus de récession. Cette prédiction a été réalisée par le nombre important des manifestations sociales, qui se sont parfois transformées en révolutions politiques dans plusieurs pays du Sud. Et même les anciens pays démocratiques du Nord, qui connaissent des offres sociales importantes, ont connu des mouvements sociaux chauds comme le mouvement des « gilets jaunes » apparu en France en octobre 2018 (25). Bien sûr, la région du nord de l'Afrique n'est pas à l'abri des conséquences de cette crise, surtout avec des politiques antisociales qui ont aggravé les inégalités sociales, la disparité régionale à l'intérieur du pays, la pauvreté, l'accentuation du processus de la privatisation

(25) Le mouvement social des « gilets jaunes » trouve son origine dans la diffusion, principalement sur les réseaux sociaux, d'appels à manifester contre l'augmentation de la taxe intérieure sur la consommation des produits énergétiques (TICPE).

des secteurs sociaux, etc. Ainsi donc, le système capitaliste actuel est devenu, pour la première fois dans l'histoire, une véritable menace pour l'avenir de l'humanité et de la planète (Samir Amin, 2008).

D'autre part, le système actuel a massacré la vie naturelle. Les conflits sont accentués pour monopoliser et contrôler les ressources naturelles. Samir Amin (2008) a déclaré que les conflits concerneront l'accès aux ressources naturelles de la planète qui deviennent de plus en plus rares, et les pays du Sud continueront de souffrir puisque les pays du Nord tiennent le pouvoir du contrôle. Il a ajouté que la dimension majeure de la crise systémique concerne l'accès aux ressources naturelles de la planète, et le conflit Nord-Sud va constituer de ce fait l'axe central des luttes et des conflits à venir, surtout que la population des pays riches, qui représente presque 15 % de la population de la planète, accapare pour sa seule consommation et son gaspillage 85 % des ressources du globe ; et elle ne peut pas tolérer que des nouveaux venus, c'est-à-dire la population des pays émergents, puissent accéder à ces ressources, car cela provoquerait des pénuries graves qui menaceraient le niveau de vie des riches (Samir Amin, 2008).

Pour sortir de la crise, Samir Amin ne néglige pas le rôle de l'Etat, dont les interventions peuvent modifier les règles du jeu et atténuer les dérives. L'auteur confirme que, théoriquement, revenir aux formes d'intervention propres au capitalisme d'Etat n'est plus à l'ordre du jour. Il considère « en revanche que de nouvelles configurations des rapports de forces sociaux imposant au capital à s'ajuster, lui, aux revendications des classes populaires et des peuples est possible » (Samir Amin, 2008). Il conditionne la réalisation de la « longue transition du capitalisme au socialisme » par la mise en œuvre d'une « alternative politique cohérente » qui sera évidemment « toujours inégale d'un pays à l'autre et d'une phase de leur déploiement à l'autre ».

Selon ces deux tendances d'analyse de la crise, je pense qu'aucun système économique ne peut être « idéal » et « éternel ». Il me paraît impossible. L'histoire de l'humanité nous a montré que forcément les conditions socio-économiques, culturelles, environnementales et politiques des pays/régions du monde conduisent à une transformation continue de leurs structures. Dans aucun cas un système ne peut rester stable et se renouveler en gardant sa même structure. L'évolution et le changement des structures se font d'une manière permanente puisque la réalité et l'histoire ne peuvent pas se reproduire de la même manière au fil du *temps* et à travers *l'espace*.

3. Crise vénézuélienne ou la guerre froide au Venezuela

Au début de l'année 2019, le Venezuela est dans une crise politique et sociale, mais aussi économique. Plusieurs manifestations violentes et meurtrières se déroulent dans les rues des grandes villes à travers le pays. Comment peut-on analyser cette crise?

3.1. Analyse des indicateurs économiques et sociaux

Le Venezuela abrite d'importantes réserves gazières et pétrolières. Le pétrole reste le principal produit exporté, destiné, surtout dans l'ordre, aux Etats-Unis, à la Chine et à l'Inde. D'après les données de la Banque mondiale de 2017, la part des exportations du pétrole dans les exportations globales du Venezuela est d'environ 96 %.

Le Venezuela est loin d'être une grande puissance mondiale. Entre le début des années 80 et les années 2010, il se classait généralement, selon le PIB, au 3^e ou au 4^e rang parmi les pays d'Amérique du Sud, derrière le Brésil et l'Argentine. Cependant, son économie reste dépendante des fluctuations du prix mondial du pétrole, ce qui explique qu'après la forte baisse de ce prix survenue en 2014, le Venezuela a dégringolé au 7^e rang, derrière des pays comme le Chili et l'Équateur.

En effet, les recettes de l'Etat vénézuélien ont dramatiquement chuté, notamment après la crise financière de 2008 et la chute des cours du pétrole qui a marqué le début de l'année 2014. Cette situation s'est

répercutée sur les données intérieures du pays provoquant l'arrêt des programmes sociaux et la diminution des aides sociales, l'augmentation de la migration, les pénuries alimentaires, l'hyperinflation et la baisse du pouvoir d'achat des citoyens (tableau suivant).

Selon les prévisions du Fonds monétaire international (2018), l'inflation est censée atteindre des seuils très critiques. Cette tendance, associée à la chute de la valeur de la monnaie nationale vénézuélienne (le bolivar), n'a fait qu'aggraver sa situation économique et sociale. La dette est montée depuis 2016 à 31,299 % du PIB et devrait se creuser à presque 162 % du PIB vers la fin de l'année 2019 et atteindre un taux presque de 165 % du PIB en 2023.

Indicateurs de croissance du Venezuela

	2016	2017	2018	2019e*	2020e	2021e	2022e	2023e
PIB courant (en milliards de USD)	236,12	210,08	96,33	87,01	81,354	77,889	75,037	68,216
PIB (croissance annuelle en %, prix constants)	-16,5	-14,0	-18,0	-5,0	-2,0	-1,5	-1,5	-1,5
PIB par habitant (USD)	7 687,7	6 890,1	3 300,4	3 100,1	2 998,5	2 870,8	2 765,7	2 514,3
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	31,3	38,9	159,1	162,4	161,7	162,2	163,9	165,
Taux d'inflation (en 100 000, %)	0,00025	0,00109	1,37	10	10	10	10	10
Balance des transactions courantes (BTC, en USD)	-3,87	4,277	5,903	3,472	1,672	-0,97	-0,27	0,03
Balance des transactions courantes (BTC, en % du PIB)	-1,639	2,036	6,128	3,99	2,055	-1,245	-0,36	0,044
Volume des importations de biens et services (en %)	-38,369	-19,004	-15,562	-51,917	-23,35	20,882	-15,696	-3,526
Volume des exportations de biens et services (en %)	-8,882	-17,785	-33,094	-32,909	-8,425	-1	-1	-1
Taux de chômage (en %)	20,638	27,096	34,315	38,02	39,782	41,361	42,899	45,239

Source: FMI, 2018, World Economic Outlook Database.

* e indique que les données sont estimées.

Le FMI (2018) a déclaré que l'économie du Venezuela continue de reculer pour la cinquième année consécutive, après une chute de 14 % en 2017. Son PIB réel va se contracter de 18 % et 5 % en 2018 et 2019, respectivement, sous l'effet de la chute de la production pétrolière et de l'instabilité politique et sociale (26).

Le PIB par habitant en Venezuela a connu une détérioration durant la période 2013-2017 de presque 35 %, et le FMI (2018) prévoit qu'il continuera sa tendance baissière à l'horizon 2023, soit d'un taux moyen d'environ 60 % durant la période 2013-2023 (27). Cet indicateur économique est passé de 7 688 USD en 2016 à 3 300 USD en 2018, et la situation économique et politique du pays indique que son évolution poursuivra une tendance baissière pour atteindre presque 2 514 USD, soit une diminution d'un tiers par rapport à celui de l'année 2016.

La répartition de l'activité économique par secteur d'activité montre que la structure économique reste dominée par le secteur des services (sa valeur ajoutée est de presque 53 en % du PIB) et le secteur de l'industrie (sa valeur ajoutée est de presque 37 en % du PIB). Cependant, l'activité industrielle au Venezuela souffre de plusieurs problèmes dont notamment l'insuffisante diversification des produits locaux et importés

(26) « Venezuela's economy continues to decline for the fifth consecutive year, following a 14 percent drop in 2017. Real GDP is projected to shrink by 18 percent in 2018 and a further 5 percent in 2019, driven by plummeting oil production, and political and social instability », FMI, 2018, World Economic Outlook Database, Box 1.3. Growth Outlook: Emerging Market and Developing Economies, p. 40.

(27) « In Venezuela, GDP per capita is estimated to have declined by more than 35 percent over 2013–17 and is projected to decline by close to 60 percent between 2013 and 2023 », (FMI, 2018, Box 1.5. Sharp GDP Declines: Some Stylized Facts, p. 43).

et la difficulté d'importer des produits intermédiaires. Et il est handicapé, aussi, par le déséquilibre chronique de sa balance commerciale. Malgré la baisse des importations, le pays n'en tire pas d'avantages suite, notamment, au manque de compétitivité du secteur industriel, au mauvais environnement des affaires, au défaut de transparence et de bonne gouvernance étatique (expropriations arbitraires, contrôles et inspections intrusives de l'État). En plus, le classement mondial et régional du pays a reculé suite à la crise politique et économique actuelle : l'indicateur de la liberté économique (il se classe 179^e au niveau mondial et 32^e au niveau régional), l'indicateur de l'environnement des affaires (il se classe en dernier) et l'indicateur de la liberté de la presse (il se classe 137^e sur 180).

La crise du Venezuela est encore pire que celle connue par les États-Unis pendant la Grande Dépression de 1929-1933. Les augmentations de salaires n'ont pas suivi la hausse de l'inflation, le taux de chômage a augmenté, le taux d'insécurité et de criminalité s'est accentué et le taux d'homicide est le plus élevé du continent latino-américain. Ainsi, les citoyens-nes au Venezuela sont dans une situation de chaos : détérioration du pouvoir d'achat, accentuation de la pauvreté et marginalisation, aggravation du système de santé et insécurité sociale et politique. En résumé, un taux d'inflation variant entre 80 000 % et 1 000 000 % ne peut être interprété que par un commentaire unique : *l'inexistence d'une vraie économie au Venezuela dans la situation actuelle.*

3.2. Analyse de la crise vénézuélienne

La crise vénézuélienne a été déclenchée quand le combat politique a commencé entre Nicolas Maduro et Juan Guaido pour la présidentielle du pays. Certes ladite crise est politique, mais les pays qui soutiennent ces deux personnes politiques montrent qu'il s'agit aussi d'une autre crise plus qu'une crise économique, politique, sociale ou humanitaire.

Le président vénézuélien en fonction, Nicolas Maduro, compte sur la Russie et la Chine pour le soutenir dans sa bataille politique face à Juan Guaido, chef de l'Assemblée nationale, auto-déclaré/autoproclamé président et qui peut, lui, compter, sur le soutien des États-Unis, du Canada, de certains pays de l'Union européenne (comme l'Espagne, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne) et de la majorité des pays sud-américains (comme l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie et le Pérou). Le soutien des deux groupes de pays est d'ordre politique et financier, surtout que les indicateurs économiques susmentionnés montrent que le Venezuela est dans une faillite globale ou « chaos global ». D'une impasse politique à une crise économique et humanitaire (28).

Les États-Unis contrôlent le pétrole du Venezuela. Ils interviennent dans cette crise par ses sanctions financières contre la compagnie pétrolière publique PDVSA (Venezuela's State-Owned Oil Company, Petrôleos de Venezuela S.A.) pour tirer des avantages politiques, mais surtout économiques. *Les États-Unis, le premier acheteur du pétrole vénézuélien, ne veulent-ils pas intervenir dans la crise pour contrôler directement les ressources et le fonctionnement de l'économie Vénézuélienne ?*

Il n'y a pas seulement Washington dans ce conflit, il y a aussi le Canada qui joue un rôle important dans cette crise. Des grandes sommes d'argent canadien ont été versées comme aide au peuple vénézuélien. Cependant, le Canada a peut-être la même vision diplomatique que Washington, tandis que la Chine et la Russie sont en opposition. Dans son rapport de 2018, le département de la Stratégie de la Défense nationale des États-Unis a déclaré que Washington a une réapparition d'une concurrence stratégique à long terme avec la Chine et la Russie, les qualifiant de « puissances révisionnistes » (*revisionist powers*) qui menacent ou « sapent l'ordre international » (*undermine the international order*). Ce département ajoute que la situation devient de plus en plus claire, à savoir que la Chine et la Russie veulent façonner un monde conforme à leur modèle autoritaire, en obtenant le droit de veto sur les décisions économiques, diplomatiques et de sécurité d'autres nations,

(28) Dans ce travail, l'analyse de la crise est limitée seulement à son aspect économique, sachant qu'il est difficile de faire vraiment une séparation entre les différents aspects d'une crise.

(U.S. Department of Defense, 2018, p. 2). Il confirme que la Chine et la Russie constituent une menace pour les Etats-Unis. *Comment Washington peut anéantir ou réduire cette menace ?* Cette question constitue le souci majeur de Washington, qui peut expliquer indirectement la crise vénézuélienne.

La Chine est une grande puissance économique mondiale, c'est pourquoi son besoin en ressources naturelles est de plus en plus important. Le site japonais *The Diplomat*, spécialisé dans les questions de géopolitique asiatique, a déclaré que « La Chine est le plus gros consommateur de pétrole au monde, et ses investissements au Venezuela étaient destinés à lui garantir une source d'approvisionnement sûre » (cité par le site *France24* (29)). Ainsi, elle a opté pour une stratégie de l'endettement pour les pays du Sud dont notamment le Venezuela. Elle lui a octroyé des prêts importants de presque 50 milliards de dollars en investissements et en prêts. Ces prêts remontent à plusieurs années avant ladite crise, et sont remboursés par des livraisons de pétrole pour sécuriser ses approvisionnements en la matière en assurant sa relation avec le Venezuela comme un pays sud-américain qui est à la tête des plus grosses réserves mondiales. *Les intérêts chinois sont-ils menacés par cette crise ? Les prêts accordés par « China Development Bank » ne sont-ils pas des pièges stratégiques contre le Venezuela pour servir juste l'économie chinoise ?*

En plus, la Chine et la Russie sont les deux principaux créanciers bilatéraux du Venezuela, représentant le quart de la dette extérieure du pays (Stephen B. Kaplan and Michael Penfold, 2019, p. 2). Bien que la Russie soit riche en ressources naturelles, elle s'intéresse aussi au Venezuela. Les entreprises d'État russes (Rosneft et Gazprom) sont également devenues des investisseurs-clés dans les secteurs du gaz et du pétrole au Venezuela, fournissant un financement à court terme d'une valeur inestimable au géant pétrolier vénézuélien en ruine, PdVSA, (Stephen B. Kaplan and Michael Penfold, 2019, p. 16). La crise vénézuélienne n'est-elle pas juste une autre guerre froide pour contrôler l'or noir et les ressources naturelles mondiales ? Cette crise n'est-elle pas une guerre entre, d'un côté, « l'impérialisme collectif de la triade » (Etats-Unis, Europe, Japon), et, de l'autre côté, les « oligarchies russes » et la « stratocratie chinoise », selon les concepts et la classification de Samir Amin ?

Selon ce schéma synthétisé de la crise, je vais essayer, dans ce qui suit, d'analyser la situation au Venezuela *via* principalement la critique de Samir Amin.

Le Venezuela est un pays riche en pétrole, dirigé par un système démocratique, mais actuellement dans une crise chaotique. L'analyse économique des trente dernières années montre que son économie devait entamer une politique de diversification. Autrement-dit, l'Etat vénézuélien devait normalement promouvoir d'autres secteurs économiques pour restructurer son économie. Cependant, il n'a pas orienté sa politique économique pour qu'elle soit au moins indépendante des recettes pétrolières.

D'une part, la plupart des crises et des conflits sur la planète concernent l'accès et le contrôle des ressources naturelles. « Si les Etats-Unis se sont donné pour objectif le contrôle militaire de la planète, c'est parce qu'ils savent que sans ce contrôle ils ne peuvent pas s'assurer l'accès exclusif à ces ressources » (Samir Amin, 2008). Cependant, la Chine, l'Inde et le Sud dans son ensemble ont également besoin de ces ressources pour leur développement ; ce qui implique que les Etats-Unis n'ont pas d'autre moyen que la guerre pour maintenir leur accès aux ressources naturelles et préserver leur « rente impérialiste ». Washington interdit donc toute future concurrence qui réduirait sa domination : c'est « l'égoïsme des oligopoles dans le Nord ». Cet égoïsme a été exprimé ainsi par Bush : « The American way of life is not negotiable (30) », cité par Samir Amin dans son interview en 2012.

Quand l'égoïsme se sent menacé, selon l'explication de Samir Amin, le Nord va utiliser les différents moyens pour protéger ses intérêts et ses avantages. Il devient barbare, tentant de survivre. Il va entraîner davantage d'inégalités dans la répartition des revenus et des richesses à l'intérieur des sociétés et entre les nations, qui s'accompagnera d'une stagnation profonde, d'une part, et l'approfondissement de la polarisation mondiale,

(29) <https://www.france24.com/fr/20190208-russie-chine-venezuela-alliance-limite-maduro-guaido>, consulté le 13 avril 2019.

(30) Traduction : « le mode de vie américain n'est pas négociable », traduit par Samir Amin (2012).

d'autre part. Ce régime mène une guerre permanente contre le Sud, une guerre entamée en 1990 par les États-Unis et ses alliés de l'Otan (31) lors de la première Guerre du Golfe.

Cependant, les pays émergents ou les nations émergentes (32), surtout la Chine, sont en train de déconstruire ces avantages et limitent, ainsi, les avantages des anciens pays du Nord. Ce constat peut expliquer en grande partie la crise au Venezuela. Samir Amin (2012) a confirmé que la Chine est passée, dans le domaine de la technologie, de « Made in China » à « Made by China ». Elle n'est plus l'atelier du monde pour des succursales ou des associés du grand capital des monopoles, elle est devenue l'inventeur et le pionnier dans la technologie en la développant elle-même. Dans certains domaines, notamment les domaines d'avenir (l'automobile électrique et le solaire), la Chine possède des technologies de pointe en avance sur l'Occident. Elle a joué un rôle important dans la crise de 2008 qui a mis à nu la réalité de l'économie américaine.

Dans ce cadre, Samir Amin (2012) révèle que la Chine a poussé le système financier mondialisé à se détruire. Et elle a même collaboré à « son autodestruction en finançant le déficit américain et en construisant en parallèle des marchés régionaux indépendants ou autonomes à travers le groupe de Shanghai (33) ». La Chine essaye, d'après le même auteur, de contribuer à la mort lente des États-Unis car sa mort brutale serait trop dangereuse. A mon avis, ce qui se passe au Venezuela entre dans cette *nouvelle guerre froide mondiale*. Ce qui explique en grande partie la déclaration précédente de l'U.S. Department of Defense (2018).

En effet, le groupe de Shanghai essaye de se déconnecter de l'économie mondiale dominée par les monopoles occidentaux. Par exemple, rien n'y est payé en dollars ou en euros. L'Amérique du Sud peut aussi se « découpler » du capitalisme des monopoles. Ils ont les possibilités techniques et les ressources naturelles pour faire du commerce Sud-Sud. Ce qui était impensable il y a plusieurs décennies (Samir Amin, 2012). Sans oublier la coopération ALBA (Alternative bolivienne pour l'Amérique latine et les Caraïbes) et la Banque du Sud (Bancosur), mais leurs rôles sont restés très modestes par rapport au groupe de Shanghai qui est une coopération militaire, économique et diplomatique. En plus, les avantages des États-Unis sont menacés par les démocraties populaires d'Amérique latine qui ont sûrement affaibli la rente impérialiste, même s'ils auront des difficultés pour aller plus loin dans leur développement tant qu'ils se berceront d'illusions quant à un développement national capitaliste autonome. Ce sont les cas enregistrés en Bolivie, en Équateur ou au Venezuela (Samir Amin, 2012).

Dans ce climat d'hostilité dans cette région du monde, la guerre est sûrement déclarée par les États-Unis, telle que mentionnée dans le rapport de la sécurité américaine sous l'administration de Clinton qui envisageait la nécessité d'une guerre préventive contre la Chine (Samir Amin, interview en 2012). Cette guerre attend donc juste l'endroit où la fragilité économique, sociale et politique permettra de la déclencher.

La crise au Venezuela n'est pas une crise de la présidence, c'est une guerre pour l'exploitation des richesses naturelles de la planète et la protection de la rente des monopoles. Cependant, la Chine est probablement l'adversaire potentiel majeur des monopoles de la triade (des impérialistes traditionnels). Mais il n'y a pas seulement la Chine dans la crise vénézuélienne. La Russie est une force hostile aux États-Unis, bien que le président américain Donald Trump ait engagé une stratégie de confrontation avec la Chine et de rapprochement avec l'ancien ennemi la Russie.

(31) L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (en anglais: North Atlantic Treaty Organization, NATO). Elle compte actuellement 29 pays-membres depuis création en 1949: douze membres-fondateurs: Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, France, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni, et les autres: Grèce et Turquie (1952), Allemagne (1955), Espagne (1982), République tchèque, Hongrie et Pologne (1999), Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie (2004), Albanie et Croatie (2009) et Monténégro (2017), source: https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_52044.htm.

(32) Samir Amin parle de nations émergentes et non de *marchés émergents* comme disent les libéraux. Il n'y a pas seulement un éveil économique de ces nations, mais aussi il faut prendre une longue histoire qui a occupé une bonne partie du 20^e siècle: il s'agit donc d'une dimension sociale, politique, culturelle et idéologique. Je pense que c'est à ce niveau que les libéraux ont peur de ces nations puisqu'elles détruiront les fondements de leur existence.

(33) Le Groupe de Shanghai, dont on parle peu, réunit la Chine, la Russie, les pays de l'ex-Asie centrale et les pays observateurs (l'Inde, l'Iran, la Malaisie et la Thaïlande). Ce groupe a amorcé « la création d'un système monétaire et financier régional, indépendant du dollar et de l'euro et fondé sur un système de change stable, mais révisable ».

4. Conclusion

Aux États-Unis, au cours des dernières années, de nombreux praticiens ont jugé la Chine coupable, suggérant que sa politique économique étrangère reflétait le modèle pernicieux de la diplomatie du piège de la dette (Stephen B. Kaplan et Michael Penfold, 2019, p. 36). Selon cette perspective, les prêts et dons de la Chine ont contribué à la destruction de l'économie vénézuélienne. En d'autres termes, Stephen B. Kaplan et Michael Penfold (2019) concluent que la Chine, qui est devenue un important bailleur de fonds d'Amérique latine dans les projets d'énergie, d'exploitation minière et d'infrastructures, a utilisé sa puissance financière pour inciter le Venezuela à accumuler des prêts importants et coûteux. En échange de ces offres financières, la Chine a accru son levier économique et politique en piégeant le pays riche en pétrole dans une spirale de dette insoutenable (34). Cependant, ces auteurs déclarent que la Chine sera empêtrée dans un piège à créancier plus que le Venezuela ne sera pris dans un piège à dettes, car elle sera obligée de supporter une série de coûts pour faciliter le remboursement de la dette, notamment l'allègement temporaire de la dette, la restructuration des conditions de l'encours du pays, la réduction des livraisons de pétrole et l'allongement des délais de remboursement. Mais dans la situation actuelle, la Chine continue de renforcer ses relations diplomatiques avec les acteurs vénézuéliens de tous les horizons politiques, dans le but de promouvoir ses intérêts commerciaux à long terme au-delà de la crise actuelle. La même stratégie est appliquée par les États-Unis et ses alliés.

Les États-Unis essayent de renforcer leur position régionale en améliorant le développement de l'Amérique latine par la création d'une nouvelle agence de développement américaine en 2018 (l'acte BUILD, The Better Utilization of Investment Leading to Development). Ainsi, cette agence vise à aider les pays en développement à faire leur transition vers l'économie de marché, en utilisant des prêts, des garanties de prêts, des fonds propres, des assurances et une assistance technique. L'objectif principal de cette stratégie est de rétablir la position des États-Unis pour retrouver le leadership économique et politique en Amérique latine.

A mon avis, la crise vénézuélienne n'est pas limitée à l'Amérique latine, elle touche tout le système économique mondial. Le monde actuel est au déclin de la démocratie qui est aujourd'hui plus menacée suite notamment à la concentration du pouvoir au bénéfice exclusif de la triade et des pays émergents. On aura sans doute plus de crises qui seront déclenchées pour différents motifs, mais la cause profonde réside dans la nature du système mondial et sa façon d'exploiter et de répartir les richesses naturelles de la planète. La crise vénézuélienne signifie que le système dans son ensemble est en difficulté, surtout que « la stratégie de la Chine se contente d'œuvrer pour la promotion d'une nouvelle mondialisation, sans hégémonie. Ce qui ni les États-Unis, ni l'Europe ne pensent accepter » (Samir Amin, 2009).

5. Références

- CAMMACK P., « Démocratie et citoyenneté en Amérique latine » [en ligne] : http://www.multitudes.samizdat.net/article.php?id_article=857.
- FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI), World Economic Outlook Database (2018), *Challenges to Steady Growth*. ISSN 0256-6877 (print); ISSN 1564-5215 (online).
- LOWENTHAL, NEAL M. (1994), « L'Amérique latine : échec ou renaissance ? », in *Politique étrangère*, n° 4, 59^e année, p. 1075-1084 ; doi : <https://doi.org/10.3406/polit.1994.4340> ; https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1994_num_59_4_4340.
- AMIN S. (2012), Interview de Ruben Ramboer, publié par *Le Grand Soir, Journal militant d'information alternative*. <https://www.legrandsoir.info/le-capitalisme-entre-dans-sa-phase-senile.html>.

(34) « China, who emerged as a major Latin American financier for energy, mining, and infrastructure projects, used its financial might to entice Venezuela to accumulate large and costly loans. In exchange for these financial offerings, China increased its economic and political leverage by trapping the oil-rich nation in an unsustainable debt spiral » (Stephen B. Kaplan and Michael Penfold, 2019, p. 36).

- AMIN S. (2009), *Sur la crise: sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise*, Paris, Le Temps des cerises.
- AMIN S. (2008), «Débâcle financière, crise systémique», source : www.michelcollon.info
- AMIN S. (1994), «En réponse au chaos mondial», p. 18-30. Une présentation lors de tables rondes de la 11^e session internationale de formation à l'enseignement des droits de l'homme et de la paix du CIFEDHOP, «Démocratie, développement, droits de l'homme».
- KAPLAN S.B., PENFOLD M. (2019), «China-Venezuela Economic Relations: Hedging Venezuelan Bets with Chinese Characteristics», Latin American Program, Kissinger Institute, February. https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/china-venezuela_relations_final.pdf
- U.S. DEPARTMENT OF DEFENSE, «Summary of the 2018 National Defense Strategy of the United States of America: Sharpening the American Military's Competitive Edge», <https://dod.defense.gov/Portals/1/Documents/pubs/2018-National-Defense-Strategy-Summary.pdf>.

Abdellatif ZEROUAL (Université Mohammed V de Rabat), *Développement et socialisme dans la pensée de Samir Amin*

Communiste à un âge précoce, Samir Amin maintiendra jusqu'à sa mort un lien organique entre son engagement politique et ses réflexions théoriques (35). Son adhésion à un marxisme ouvert à la fois aux apports des sciences sociales et aux leçons des différentes luttes pour la libération des opprimés et des dominés en est l'expression. Ainsi sa contribution théorique à la problématique du développement/sous-développement s'insère dès le début dans le cadre d'une conception plus large d'une alternative au capitalisme. Pour Amin, la question du développement ne trouvera jamais sa solution dans le cadre de ce dernier (c'est-à-dire le capitalisme) (36). Une stratégie de développement est donc inséparable d'une stratégie de transition socialiste (37). L'objectif de cette communication est justement d'interroger ce lien organique entre développement et transition au socialisme dans la pensée de Samir Amin en tentant de répondre à deux questions :

- Comment a-t-il théorisé ce lien et dans quel contexte ?
- Comment sa réflexion sur ce lien a évolué au fil du temps ?

Nous commencerons d'abord par présenter le contexte particulier dans lequel cette réflexion est née. Celle-ci est en effet le fruit d'une double critique à la fois des positions du parti communiste soviétique sur les questions relatives à la libération nationale et des théories du développement produites aux Etats-Unis et en Europe. Elle s'enracine dans une théorie du capitalisme comme système mondial structuré autour de la polarisation entre centre et périphérie (38). Mais elle s'appuie surtout sur une reformulation de la conception matérialiste de l'histoire qui fait de la périphérie le lieu central des transformations qui conduisent au passage d'un mode de production à un autre (39). Ainsi le Sud devient, dans le cadre du système capitaliste mondial, le centre de la lutte révolutionnaire pour le socialisme. Celui-ci ne peut être confondu, selon Amin, avec ce qu'il appelle le «soviétisme (40)», un «capitalisme sans capitalistes» (selon une expression d'Engels) dans lequel une nouvelle classe dominante contrôle, par le biais de l'Etat, les moyens de production pour rattraper l'«Occident». La voie maoïste chinoise serait par contre la voie

(35) Samir Amin, *Mémoires*, tome 1, la partie du monde, Dar al-Saqi, Beyrouth, 2006.

(36) Samir Amin, *Le développement du capitalisme*, Dar al-Farabi, Beyrouth, 2002, p. 9.

(37) S. Amin, «La libération nationale et la transition socialiste», revue *L'Homme et la société*, n° 55-58, janvier-décembre 1980.

(38) Développé tout d'abord dans sa thèse de doctorat publié sous le titre de *L'Accumulation à l'échelle mondiale*, Editions Anthropos, Paris, 1970 puis dans *Le Développement inégal: essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Minuit, 1973 et enfin dans *La Loi de la valeur mondialisée, Édition augmentée*, Temps des cerises/Delga, Paris, 2013.

(39) C'est le cas du capitalisme qui a émergé des marges des formations tributaires. Voir *Le Développement inégal: essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Minuit, 1973.

(40) *Ibid.*

authentique vers le socialisme (41). Elle est l'incarnation pratique du lien organique théorisé entre ce dernier et la libération nationale.

Dans un second temps, nous montrons comment cette réflexion va évoluer en se confrontant aux changements qu'a connus le monde durant le dernier quart du 20^e siècle (reflux des mouvements de libération nationale, réformes économiques en Chine, effondrement de l'Union soviétique, offensive néolibérale et consolidation de l'hégémonie américaine, émergence de nouveaux mouvements sociaux puis du mouvement altermondialiste...). Si le cadre théorique général est maintenu sans grandes modifications, Amin envisage désormais la transition au socialisme comme un processus pluriséculaire. Cette idée d'une longue transition étalée sur plusieurs siècles (à l'image de la transition du féodalisme au capitalisme) se présente comme une alternative à la vision dominante au sein du marxisme historique d'un passage relativement rapide au socialisme (42). Dans cette perspective, la transition est perçue comme une succession de vagues et d'« avancées révolutionnaires » qui peuvent échouer. Le socialisme est un possible parmi d'autres et non une fatalité historique. Durant cette longue transition, une lutte opposera la logique privative du capital à des processus émergents d'appropriation sociale. Dans le cadre de cette même vision, le développement autocentré du Sud est ainsi perçu comme un long processus conflictuel qui passera tout d'abord par l'arrivée au pouvoir d'un bloc national démocratique et populaire porteur de projet de souveraineté populaire (43). Celui-ci s'appuie sur une économie autocentrée avec une industrialisation intégrée tournée vers le marché intérieur et une agriculture paysanne modernisée et revivifiée (44). Il vise trois objectifs : assurer le progrès social pour les classes populaires, créer les conditions d'une démocratie participative et passer à une phase de globalisation négociée (45). C'est dans cette perspective qu'Amin réactualise à chaque fois son analyse de la Chine et de son avenir.

Enfin, nous tenterons de discuter cette réflexion en mettant l'accent sur deux points fondamentaux : la question écologique et le rôle des cultures nationales. Nous essaierons ainsi de confronter la pensée de Samir Amin avec des travaux issus de l'éco-socialisme et de la pensée décoloniale et postcoloniale.

Mohamed SOUAL (Groupe OCP), *La nouvelle économie du développement au prisme de la crédibilité empirique*

Dans le cadre de la reconfiguration de son champ et de ses contenus, initiée à partir des années 80 sous l'impulsion du FMI et de la Banque mondiale, l'économie du développement réserve de plus en plus de place à l'analyse empirique, mettant ainsi à profit les apports de l'économétrie tant dans l'évaluation des politiques économiques et la comptabilité de la croissance qu'en micro-économie de l'éducation, de la santé ou du travail. L'approche des évaluations aléatoires des politiques de développement, promue par Banerjee et Duflo, participe largement de ce tournant que d'aucuns associent, en s'appuyant sur la révolution de la crédibilité (Angrist et Pischke 2010), à l'émergence d'une nouvelle économie du développement. Prenant le contrepied de la technique des régressions à l'œuvre en macro-économie, cette approche recourt aux expérimentations contrôlées qui consistent à tester plusieurs programmes d'action sur des populations bénéficiaires à comparer avec des populations témoins en vue d'identifier des effets causaux. A cet égard, elle plaide pour une refondation micro-économique des politiques publiques qui vise à appréhender le développement dans le sillage d'une ingénierie de la lutte contre la pauvreté. Ainsi définie, elle affirme son originalité à partir

(41) Pour une discussion de l'expérience chinoise, voir S. Amin, *L'Avenir du Maoïsme*, Paris, Minuit, 1981.

(42) S. Amin, *Sur la crise : sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise*, le Temps des cerises, 2009.

(43) S. Amin, « The Sovereign Popular Project; The Alternative to Liberal Globalization », *Journal of Labor and Society*, vol. 20, March 2017.

(44) *Ibid.*, p. 21.

(45) *Ibid.*, p. 22.

d'un modèle qui réunit les ingrédients des méthodes de Holland, Neymar et Rubin et étudie les questions de causalité et de contre-factualité (partie 1). A examiner ce modèle, placé au rang de *gold standard*, on s'aperçoit qu'il contient des limites qui tiennent au défaut de teneur théorique, aux biais statistiques censés être éliminés précisément par les méthodes appliquées autant qu'aux effets ambigus des procédures contrefactuelles. Examinée à l'aune de son projet, l'inférence causale prônée par la méthode expérimentale reflète les apories du primat indu octroyé à l'empirie.

Azzedine AKESBI (Centre d'orientation et de planification de l'éducation, Rabat), *Le développement économique bloqué par la corruption, l'économie de rente et une panne de la valorisation du capital humain : cas du Maroc*

Le processus du développement est un phénomène global, multidimensionnel, qui se construit dans le temps long et qui porte sur les dimensions économique, politique, sociologique, les valeurs et la culture. Les facteurs favorables ou les handicaps à cette dynamique historique sont multiples. Dans cette communication sur le développement, nous allons nous limiter à quelques variables économiques en rapport avec la formation du capital humain qui est considéré dans la littérature depuis les années 60 du siècle dernier comme un levier important du développement. Les goulots d'étranglement qui le contrarient peuvent provenir des déficits de la formation et de la valorisation du capital humain, mais aussi d'une économie de rente adossée à une corruption endémique. Cette situation est à son tour liée à un système de gouvernance marqué par des déficits des mécanismes de responsabilité (et de redevabilité) qui ne favorisent pas la définition des priorités collectives et la réalisation des objectifs et résultats retenus. En présence des déterminants de l'économie de la rente, l'effort, le mérite ainsi que l'investissement productif et l'efficacité sont minorés ou sacrifiés.

Le débat actuel sur ce qui est qualifié de « modèle de développement » nécessite d'être examiné dans ce contexte. Ce qui nous invite à nous pencher sur l'économie marocaine – ses atouts et ses contraintes – pour appréhender les chances de succès de n'importe quel modèle ou vision de développement. Dans ce cas, deux dimensions problématiques méritent un examen minutieux : la préparation et la valorisation du capital humain ; la situation de la corruption et de la rente et leurs effets sur l'économie. Elles déterminent, dans une large mesure, les nœuds et les blocages du développement économique du pays.

Safae AKODAD (Université Mohammed V de Rabat) et **Hicham GOUMRHAR** (Université Ibn Zohr Agadir), *Démocratie, capacité de l'Etat et développement : une analyse empirique en données de panel*

L'échec des modèles de développement mis en œuvre tout au long de la seconde moitié du XX^e siècle a incité les économistes à se tourner vers les variables institutionnelles pour tenter de trouver une justification aux écarts inexplicables entre pays par les seules données économiques. Nous explorons, dans le cadre de cette communication, la question suivante : comment les institutions politiques, et plus particulièrement la démocratie, affectent-elles la croissance économique de long terme ?

En effet, l'interaction entre les institutions politiques et les résultats économiques conditionne l'effet du niveau de vie sur la propension d'un pays à faire l'expérience de la démocratie. Depuis les recherches de Lipset (1959), une opinion partagée veut que la prospérité stimule la démocratie, idée souvent décrite comme hypothèse de Lipset. Autrement dit, l'amélioration des conditions de vie des populations est censée passer par la croissance économique dont devrait découler la démocratisation des régimes politiques, laquelle serait à son tour, à partir d'un seuil à déterminer, un accélérateur de développement.

Cependant, l'effet de la démocratie sur la croissance est fortement ambigu dans les études récentes, à la fois théoriques et empiriques. Sur le plan théorique, les travaux existants concluent à une relation positive ou négative, ou encore non significative. Sur le plan empirique, les recherches économétriques produisent des résultats tout aussi mitigés. Certaines études montrent une incidence positive et significative de la démocratie sur la croissance (Rodrik et Wacziarg, 2005 ; Papaioannou et Siourounis, 2008 ; Persson et Tabellini, 2009), d'autres infirment une telle relation (Alesina et Rodrik, 1994 ; Helliwell, 1994 ; Borner et Weder, 1995 ; Barro, 1996 et 1997 ; Minier, 1998 ; Rodrik, 1999 ; Przeworski *et al.*, 2000 ; Tavares et Wacziarg, 2001 ; Besley et Kudamatsu, 2008 ; de Haan 2007). Dans leur revue de 84 études entre 1983 et 2005, Doucouliagos et Ulubasoglu (2008) concluent que la démocratie n'a pas d'effet direct sur la croissance économique.

Dans ce travail, nous suggérons une explication des résultats mitigés des études théoriques et empiriques sur la relation entre démocratie et croissance économique pour les pays en voie de développement (PVD) en montrant le rôle de la capacité de l'Etat (46). Pour ce faire, nous utilisons une analyse économétrique en données de panel qui consiste à estimer un modèle exprimant le taux de croissance économique en fonction des indicateurs de démocratie (Polity IV et l'indicateur de Gastil, 1982), de la stabilité politique et des variables de contrôle issues de la théorie économique, pour un échantillon de plus de soixante pays en développement sur la période allant de 1985 à 2012. Nous essayerons de démontrer que la transition vers un régime politique démocratique peut augmenter la croissance économique du pays si le cadre politique est relativement stable.

Mots-clés : démocratie, croissance économique, développement, capacité de l'Etat, pays en développement, données de panel.

Classification JEL : B52, C33, O11, O43, O47.

Références bibliographiques

- ACEMOGLU D., JOHNSON S., ROBINSON J.A., YARED P. (2008), « Income and Democracy », *American Economic Review*, 98 (3), 808-842.
- ACEMOGLU D., JOHNSON S., ROBINSON J.A., YARED P. (2009), « Reevaluating the modernization hypothesis », *Journal of Monetary Economics*, 56, 1043-1058.
- ACEMOGLU D., NAIDU S., RESTREPO P., ROBINSON J.A. (2014), « Democracy Does Cause Growth », *NBER Working Paper Series*, No. 20004, National Bureau of Economic Research, Inc.
- ACEMOGLU D., ROBINSON S. (2006), « Economic Origins of Dictatorship and Democracy », Cambridge: Cambridge University Press.
- ALESINA A., PEROTTI R. (1996), « Income distribution, political instability et investment », *European Economic Review*, 40, 1203-1228.
- ALESINA A., OZLER S., ROUBINI N., SWAGEL P. (1996), « Political Instability and Economic Growth », *Journal of Economic Growth*, 1(2), 189-211.
- ALESINA A., RODRIK D. (1994), « Distributive Politics and Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics*, CIX (2), 465-490.
- ALESINA A., TABELLINI G. (1989), « External debt, capital flight and political risk », *Journal of International Economics*, 27(3-4), 199-220.
- BARRO J.R. (1994), « Democracy & Growth », *NBER Working Paper*, No. 4909, National Bureau of Economic Research, Inc.
- BARRO R.J. (1996), « Democracy and Growth », *Journal of Economic Growth*, 1(1), 1-27.
- BARRO R.J. (1997), « Determinants of Economic Growth: A Cross-Country Empirical Studies », Cambridge, Mass, MIT Press.
- BARRO R.J. (1999), « Determinant of Democracy », *Journal of Political Economy*, 107, 158-183.
- BAUM M.A., LAKE D.A. (2003), « The Political Economy of Growth: Democracy and Human Capital », *American Journal of Political Science*, 47, (2), 333-347.

(46) La capacité de l'État reflète la capacité apparente du gouvernement à rester au pouvoir ainsi que sa capacité à mettre en œuvre son programme déclaré. Elle est mesurée par l'indice de stabilité gouvernementale élaboré par la société privée Political Risk Services Group (PRSG).

- BESLEY B., KUDAMATSU M. (2008), «Making Autocracy Work», Harvard University Press, 452-510.
- BORNER S., WEDER B. (1995), «Political Credibility and Economic Development», New York: Macmillan Press.
- BRUNETTI A. (1997), «Political Variables in Cross-Country Growth Analysis», *Journal of Economic Survey*, 11, 163-190.
- DE HAAN J. (2007), «Political institutions and economic growth reconsidered», *Public Choice*, 131, 281-92;
- DOUCOULIAGOS H., ULUBASOGLU M.A. (2008), «Democracy and Economic Growth: A Meta-Analysis», *American Journal of Political Science*, 52(1), 61-83.
- HELLIWELL J. (1994), «Empirical Linkages Between Democracy and Economic Growth», *British Journal of Political Science*, 24, 225-248.
- LIPSET S.M. (1959), «Some Social Requisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy», *American Political Science Review*, 53, p. 69-105.
- MINIER J.A. (1998), «Democracy and Growth: Alternative Approaches», *Journal of Economic Growth*, 3, 241-266.
- NORTH D.C. (1990), «Institutions, Institutional Change, and Economic Performance», Cambridge: Cambridge University Press.
- OZLER S., TABELLINI G. (1991), «External Debt and Political Instability», *NBER Working Paper Series*, No. 3772, National Bureau of Economic Research, Inc.
- PAPAIIOANNOU E., SIOUROUTIS G. (2008), «Democratisation and Growth», *The Economic Journal*, vol. 118, Issue 532, p. 1520-1551.
- PERSSON T., TABELLINI G. (1994), «Is Inequality Harmful for Growth? Theory and Evidence», *American Economic Review*, 84 (3), 600-621.
- PERSSON T., TABELLINI G. (2009), «Democratic Capital: The Nexus of Political and Economic Change», *American Economic Journal*, Macroeconomics, 1(2), 88-126.
- PRZEWORSKI A., ALVAREZ M.E., CHEIBUB J.A., LIMONGI F. (2000), «Democracy and Development: Political Institutions and Well-Being in the World, 1950-1990», Cambridge University Press.
- PRZEWORSKI A., LIMONGI F. (1993), «Political Regimes and Economic Growth», *The Journal of Economic Perspectives*, 7(3), 51-69.
- ROCK M.T. (2009), «Has Democracy Slowed Growth in Asia?», *World Development*, 37(5), 941-952.
- RODRIK D. (1998), «Globalisation, Social Conflict and Economic Growth», *The World Economy*, 21(2), 143-158.
- RODRIK D. (1999), «Democracies Pay Higher Wages», *Quarterly Journal of Economics*, 114(3), 707-738.
- RODRIK D. (2000), «Institutions for high Quality Growth: What they are and how to acquire them?», *NBER Working Paper Series*, No. 7540, National Bureau of Research, Inc.
- RODRIK D., WACZIARG R. (2005), «Do Democratic Transitions Produce Bad Economic outcomes?», *American Economic Review*, 95(2):50-55.
- SEN A. (1999), *Development as Freedom*, Alfred Knopf Inc.
- TAVARES J., WACZIARG R. (2001), «How democracy affects growth?», *European Economic Review*, 45, 1341-1378.

Mustapha MAGHRITI (ministère de l'Economie et des Finances), *Inégalités sociales, politiques fiscales et limites des politiques néolibérales*

Durant le début des années 80, les organisations internationales (Banque mondiale, FMI) prescrivaient des thérapeutiques néolibérales à l'instar des programmes d'ajustement structurel PAS (47) aux pays en développement (PED), afin de mettre les pays en voie de développement sur les sentiers de la croissance et la voie de la dynamique économique et ce en prenant le large sur le bateau de la mondialisation, pour reprendre la fameuse métaphore de Robert Reich (48).

(47) Les programmes d'ajustement structurel sont des programmes de réformes économiques que le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque mondiale mettent en place pour permettre aux pays touchés par de grandes difficultés économiques de sortir de leur crise économique. Ils ont été initiés en septembre 1983, quand le Maroc se trouvait dans une situation de cessation de paiement.

(48) R. Reich, *L'Économie mondialisée*, Paris, Dunod, 1993.

Cependant, ces politiques néolibérales se sont avérées inefficaces pour aider les pays en développement à sortir de la spirale du sous-développement : chômage, inégalité sociales, creusement du déficit commercial, dette publique et privée, exclusion sociale en sont la meilleure attestation dans le cas de l'économie marocaine (49).

En Europe, les gouvernements et les responsables politiques entament un changement profond dans les politiques fiscales afin de racheter la paix et faire face aux crises économiques et aux protestations sociales. C'est le cas de la France, où la question fiscale est au cœur du débat public à travers les revendications des « gilets jaunes » en faveur d'une équité fiscale.

Les tensions sociales entre le gouvernement et l'opinion publique ne sont pas propre à l'Europe, elles semblent également agiter le débat outre-Atlantique : aux USA, plusieurs candidats du parti démocrate comptent agir sur la fiscalité en annonçant leur intention d'opérer d'importantes hausses de taxes sur les revenus aisés et les grandes fortunes. Ces protestations portant sur la politique fiscale ne sont-elles pas les précurseurs du déclin d'une souveraineté libérale et les prémices d'une révolution qui remettraient en cause le credo des politiques fiscales néolibérales (50) qui prédominaient au début des années 80 aux USA avec Ronald Reagan, en Grande-Bretagne avec Margaret Thatcher ou dans le cadre des réformes fiscales de 1984 au Maroc sous l'égide du FMI et de la Banque mondiale, et ce dans l'optique des programmes d'ajustement structurel ?

Ainsi, tout au long de ce papier, on essaiera d'exposer concrètement quelques cas concrets des limites des politiques à travers les politiques fiscales et les inégalités sociales que connaît l'économie mondiale et ce à travers une démarche empirique s'appuyant sur les derniers rapports d'OXFAM (51).

Mots-clés : politiques néolibérales, inégalités sociales, nouvel ordre économique humaniste, économie de l'offre.

Ahmed BOUSSELHAMI et Rachid BOUKBECH (Université Abdelmalek Essâadi de Tétouan), *L'impact de la décentralisation fiscale sur l'inclusion sociale au niveau local au Maroc*

L'objectif poursuivi par la présente contribution est d'évaluer, au niveau local au Maroc durant la période 2002-2017, l'impact de la décentralisation fiscale sur le niveau d'inclusion sociale (IIS), approchée par la variable PIB/habitant. A cet effet, nous avons calculé deux indices de la décentralisation fiscale (recettes (IDFR) et dépenses (IDFD) qui sont alternativement les variables exogènes des deux modèles estimés en utilisant les techniques économétriques en séries chronologiques. Les variables de contrôle retenues sont la formation brute de capital fixe (FBCF) et le taux de croissance de la population (TxPOP). Les résultats empiriques de l'étude montrent que le modèle de la décentralisation fiscale mesurée par les dépenses n'est pas significatif. Toutefois, la décentralisation fiscale mesurée par les recettes a un impact significatif et négatif sur l'inclusion sociale. Ce constat indique que le processus de décentralisation fiscale n'a pas abouti

(49) M. Maghriti, « Points d'orgue sur l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH) », Chronique économique publiée dans le mensuel *Economie et Entreprises*, n° 83, mai 2006.

(50) Dans cette mouvance néolibérale offensive, les gouvernements ont affilié des politiques fiscales visant à minorer la pression fiscale sur les grandes fortunes qui étaient la cible des politiques de l'Etat-providence jusqu'à la fin des années 70. Cette contre-révolution fiscale était étayée, faut-il le rappeler, sur les théories d'un des plus farouches théoriciens libéraux et chef de file de l'économie de l'offre, Arthur Laffer, qui a fait un séjour à la Maison blanche comme conseiller économique du président Ronald Reagan. L'empreinte de Laffer et de sa fameuse courbe, devenue l'évangile des politiques fiscales ultralibérales, spéculé qu'après une hausse initiale, suite à une augmentation des taxes, les revenus ont tendance à baisser.

(51) Oxfam International est une organisation non gouvernementale (ONG) composée de 17 organisations indépendantes agissant contre les injustices et la pauvreté, qui publie chaque année un rapport coléreux et accablant sur la répartition biaisée des richesses dans le monde.

au Maroc. La mobilisation des recettes fiscales locales pourrait dépendre non seulement du système de décentralisation fiscale adopté, mais d'autres facteurs politiques, socio-économiques, démographiques, etc.

Mots-clés: décentralisation fiscale, inclusion sociale, niveau local.

Code JEL: H71, H72, H75, C32.

Somia GHRARA (Université Cadi Ayyad de Marrakech), *Rôle des zones franches dans l'attraction des investissements comme marqueur de développement territorial: le cas de la ZFE Tanger*

Avec la globalisation des échanges, exacerbée par l'internationalisation accrue des relations d'affaires, les économies sont devenues interdépendantes. En fait, les multinationales, en cherchant l'allègement du coût de l'opération d'investissement, la réduction des taux d'imposition et l'abattement des coûts de production, ont lié leurs décisions d'investissement sur un territoire quelconque aux incitations fiscales octroyées par les gouvernements. Les effets recherchés, en instaurant de telles mesures, sont de favoriser l'investissement et de faire de leurs pays un berceau des fonds. C'est dans cette optique que beaucoup de pays, en voie de développement surtout, ont commencé après leur indépendance à mener des politiques d'incitation incarnées dans les différents codes d'investissement. Ce qui a fait émerger des environnements fiscaux et réglementaires plus favorables pour les investisseurs de type zone franche. Cette tendance s'explique par l'autorisation donnée aux entreprises qui s'y implantent de bénéficier, outre une souplesse au niveau des procédures, d'un ensemble d'avantages économiques, sociaux et fiscaux. Et c'est devant cette tendance qu'une concurrence acharnée entre les pays s'est développée dans le but d'attirer plus d'activités délocalisées vers ces espaces.

Ainsi, l'impossibilité pour la plupart des PVD de rembourser leurs dettes, dont le Maroc, au début des années 80 les a mis sous l'autorité des institutions financières internationales (FMI, BM) en leur imposant, par le biais des programmes d'ajustement structurel, des réformes économiques dans le but de relancer la croissance en contrepartie des aides octroyées.

L'Etat marocain, en cherchant à promouvoir l'investissement privé durant les années 60, avait mis en place une variété de politiques d'incitation (codes d'investissement de 1958, 1960 et 1973, charte d'investissement de 1995). Instituant à travers la loi 19-94 (dahir n° 1-95-1 du 26 janvier 1995) les zones franches d'exportation, en l'occurrence Tanger Free Zone, un ensemble de mesures fiscales ont été dédiées à ces espaces telles que l'exonération de l'IS et de l'IR en faveur des entreprises implantées dans ces zones. Les prix des terrains, la qualité des infrastructures, le coût de la main-d'œuvre sont des éléments qui ont fait du Maroc une destination attractive pour les investisseurs.

Samir Amin, reconnu comme l'un des théoriciens de l'économie marxiste du 20^e siècle, s'est intéressé à la question du développement, surtout en Afrique. Il doit sa notoriété à ses apports qui ont bouleversé le monde de l'économie du Développement. Un de ses travaux les plus éminents est son livre intitulé *Le Développement inégal: essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, publié en 1973, qui s'est penché sur la question des inégalités provoquées par le néo-libéralisme, l'analyse des modes de production (tributaires dans la périphérie et capitaliste au centre).

Pour Samir Amin, les réformes qui ont suivi les indépendances en Afrique ont été menées dans le but de trouver le modèle de développement le plus adéquat. En fait, ces pays se sont trouvés face à deux scénarios. Le premier est le modèle libéral présenté en 1960 par Walt Whitman Rostow dans son livre *Les Étapes de la croissance économique*, dans lequel il recense cinq étapes du développement. Dans la vision de Rostow, le sous-développement n'est qu'un retard de développement. Toutes les sociétés sont censées passer par les mêmes étapes pour aboutir à la croissance économique. Le second scénario, exposé par des économistes tels Aziz Belal et Samir Amin, considère que le tiers-monde ne peut se développer que s'il se débarrasse

de la domination des pays développés. De leur point de vue, les économies de la périphérie doivent opter pour un processus de développement autocentré.

Dans le même ordre d'idées, l'installation des entreprises étrangères dans les PVD n'a pas contribué au développement. Leur présence se traduit par la recherche de la diversification des sites de production, afin de réduire les coûts de production et d'augmenter leur part du marché mondial. La maximisation des profits dans des pays où la main d'œuvre et les ressources naturelles sont disponibles et moins chères est leur principal souci. Ce qui explique le fait que l'investissement étranger, en tant qu'activité positive, n'a jamais constitué un facteur de développement. Il a même renforcé la dépendance vis-à-vis des pays impérialistes. Puisque les FMN, en s'installant dans le pays, n'emploient pas forcément des biens provenant du marché domestique, Samir Amin y voyait une sorte de désarticulation de l'économie locale entravant le développement économique autocentré. Bien que ces firmes génèrent une croissance remarquable dans les zones exonérées, elles n'arrivent pas à l'étendre à l'ensemble de l'économie locale.

L'objectif de cette communication est d'analyser l'impact des dispositions fiscales dédiées à ces espaces géographiques à travers le cas de la ZFE de Tanger en deux points : on présentera d'abord une vue d'ensemble sur les politiques fiscales d'incitation à l'investissement consacrées aux zones franches. Dans un deuxième point, on mettra l'accent sur les zones franches en tant qu'espaces de développement territorial en relation avec le facteur fiscal. Une analyse critique du régime des zones franches au Maroc sera tentée en prenant comme exemple la zone de Tanger.

Classification JEL: E62, E66, G11, O23.

Jihad AIT SOUSSANE et Zahra MANSOURI (Université Ibn Tofaïl, Kénitra), *Le co-développement Maroc-Afrique : un nouveau modèle de coopération Sud-Sud*

L'intensification de la concurrence sur les marchés européens a poussé les entreprises marocaines à pénétrer le marché africain, puisque ce dernier devient une aire du développement entrepreneurial et un partenaire stratégique pour le Maroc. De surcroît, la crise mondiale de 2007 a impacté significativement le Maroc comme un partenaire commercial de l'Union européenne qui effectue avec elle plus de 50 % de ces transactions commerciales. Le compte déficitaire vis-à-vis l'Europe encourage le Maroc à diversifier ses partenaires commerciaux et à se tourner vers l'Afrique qui constitue le « Nouvel Eldorado » de l'économie mondiale. Tout d'abord, l'Afrique subsaharienne a le potentiel pour un positionnement indéniable dans le futur, du fait que, selon les rapports du Centre marocain de conjoncture (2015) et de McKinsey Global Institut (2016), l'émergence africaine aura lieu à l'horizon 2040 en raison de trois facteurs majeurs : 1. un potentiel démographique gigantesque à travers une augmentation de la population de 1,1 milliard de personnes en âge de travailler ; 2. la hausse des cours des matières premières qui portera le PIB à 1 800 milliards d'euros ; 3. l'émergence d'une classe moyenne de 128 millions de ménages ayant un revenu régulier et des dépenses de consommation significatives.

Conscient de ces enjeux, le Maroc déploie une diplomatie économique qui se définit comme un modèle de co-développement harmonieusement intégré, durable et équitable, qui a la mission de consolider le positionnement du Maroc en Afrique et de renforcer la coopération Sud-Sud pour un gain mutuellement bénéfique.

1. Le co-développement et la coopération Maroc-Afrique

Tout d'abord, le co-développement se présente comme une évolution du concept d'aide au développement économique et de coopération entre les pays relativement riches et les « pays en voie de développement ».

De ce fait, le Maroc construit un *new deal* avec son continent, et ce à travers une coopération Sud-Sud agissante et innovante, qui se nourrit d'expériences concrètes, en faveur d'une Afrique intégrée, transformée et autonome. Ainsi, au niveau économique, les stratégies déployées par les entreprises marocaines intervenant dans les secteurs en pleine croissance attestent de la percée réelle et significative de ces entreprises sur les marchés africains. Des acteurs crédibles et reconnus agissent comme de nouveaux relais de croissance au service du continent. De surcroît, d'importantes initiatives structurantes se traduisent par des projets stratégiques mutuellement bénéfiques en faveur du co-développement et de la co-émergence en Afrique, dans le respect des diversités.

2. La diplomatie économie marocaine au service du co-développement

Cette diplomatie donne lieu à une coopération pluridimensionnelle qui se présente, entre autres, comme suit :

2.1. La coopération économique

Au niveau financier, le Maroc s'engage par une diplomatie d'influence en annulant de la dette des pays africains moins avancés, à coté de l'aide publique au développement (APD) à hauteur d'environ 300 milliards de dollars annuellement. De surcroît, le Maroc contribue au financement des infrastructures portuaires, routières et aériennes des pays subsahariens et au financement des secteurs sociaux vitaux, gérés par l'Agence marocaine de coopération internationale (AMCI).

Au niveau commercial, le Maroc adopte une politique de rapprochement avec l'UEMOA et la CEMAC en exonérant leurs produits industriels de droit de douane et en réduisant celui sur les produits agricoles. De plus, il a signé une convention sur « la non double-imposition » avec quelques pays subsahariens en exonérant leurs produits de droits de douane dans le cadre de l'Initiative des pays pauvres très endettés (PPTE).

Au niveau de l'investissement, le Maroc a créé des commissions interétatiques, des salons, des missions d'affaires comme la « Caravane d'Export » organisée par la « Maison des chefs d'entreprise » (MCE) dans le but d'améliorer les relations B2B. De même les bureaux de consulting marocains réalisent des études sur certains marchés pour attirer plus d'investissements et d'hommes d'affaires vers l'Afrique.

2.2. La coopération socioculturelle et humaine

Le Maroc octroie des stocks de médicaments aux pays ayant une vulnérabilité sanitaire et des aides urgentes et humanitaires en cas de catastrophe naturelle. De même, il offre la possibilité d'hospitaliser des citoyens subsahariens dans les hôpitaux marocains et lance des campagnes de vaccination au profit des communautés africaines. De plus, le Maroc adopte des stratégies de coopération tripartite en catalysant les fonds provenant des programmes internationaux de financement du développement social et en confiant la gestion aux entreprises marocaines opérant dans le génie civil et l'étude. A titre d'exemple, le Programme spécial de la sécurité alimentaire initié par la FAO au profit du Niger et géré par le Maroc s'occupe d'envoyer les experts en hydraulique, en agronomie et en pluie artificielle.

Au niveau de la formation et de l'enseignement, le Maroc octroie des bourses aux 84 % des étudiants subsahariens gérées par l'AMCI et exporte le modèle de développement économique en matière d'expertise en matière d'électrification, d'accès à l'eau potable, de construction des barrages et routes, des télécommunications, etc.

Mots-clés: co-développement, diplomatie économique, coopération Sud-Sud.

Classification JEL: H77, O19, P33.

Assemblée générale ordinaire

RAPPORT D'ACTIVITÉ JUIN 2018 - JUIN 2019

Le présent rapport couvre les activités organisées par l'AMSE au cours de la période juin 2018-juin 2019.

Les procès-verbaux des réunions peuvent être consultés au bureau de l'AMSE (Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Université Mohammed V-Agdal, bd des Nations Unies, Rabat).

Le détail des activités organisées est disponible en ligne sur le site web de l'AMSE (www.amse.ma)

Réunions du comité directeur et du conseil d'administration

1. Comité directeur

Le comité directeur se réunit une fois par mois. Cinq réunions ont eu lieu :

- Jeudi 4 octobre 2018.
- Jeudi 20 décembre 2018.
- Jeudi 3 janvier 2019.
- Jeudi 7 mars 2019.
- Jeudi 4 avril 2019.

2. Conseil d'administration

Le Conseil d'administration se réunit tous les trois mois. Trois réunions ont eu lieu :

- Jeudi 8 novembre 2018.
- Jeudi 7 février 2019.
- Jeudi 23 mai 2019.

Animation scientifique

1. Débats économiques

Deux débats ont été organisés :

- Vendredi 29 mars 2019 (Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Agdal, Rabat), Où va l'économie marocaine? Modérateur: Kamal TAZI (Université Mohammed V de Rabat). Intervenants: Abdelali Benamour (ancien président du Conseil de la concurrence), Mohamed NAJIB Guedira (Université Mohammed V de Rabat).
- Lundi 8 avril 2019 à 16h00 (salle Mamounia, CDG Capital, place Moulay Al Hassan, Rabat), Crises économiques et financières: une nouvelle grille de lecture est-elle possible? Modérateur: Nouredine EL AOUI (Laboratoire Economie du développement, Rabat). Intervenants: Jean-François Ponsot (Université Grenoble-Alpes), *L'Economie postkeynésienne: histoire, théories et politiques*, Saïd Hanchane (Ecole de gouvernance et d'économie, Université Mohammed VI Polytechnique).

2. Caféco

Le Caféco (présentation/discussion d'ouvrages ou de rapports) se tient le dernier jeudi de chaque mois à la Médiathèque de la Fondation Mohammed VI.

- Jeudi 29 novembre 2018: Ahmed ZOUBDI, *Les pays du Sud dans le système mondial. Polarisation, démocratisation, intégration polycentrique*, L'Harmattan, coll. Forum du Tiers-Monde, Paris, 2013. Présentation: Ahmed ZOUBDI (Forum du Tiers-Monde, Dakar). Discutant: Mohamed BOUSLIKHANE (Institut national d'aménagement et d'urbanisme). Modérateur: Noureddine EL AOUI (Université Mohammed V de Rabat).
- Jeudi 31 janvier 2019: Mounia BENNANI, *Villes-paysages du Maroc*, Editions La Découverte, Paris, 2017. Présentation: Mounia BENNANI (MBpaysage). Discutant: Salima EL MANDJRA (Ecole nationale d'architecture de Rabat). Modérateur: Noureddine EL AOUI (Université Mohammed V de Rabat).
- Jeudi 28 février 2019: Observatoire national du développement humain, *Rapport sur les inégalités et le développement humain 2017*. Présentation: Abdelfettah HAMADI (Observatoire national du développement humain). Discutant: Radouane RAOUF (Université Mohammed V de Rabat). Modérateur: Noureddine EL AOUI (Université Mohammed V de Rabat).
- Jeudi 28 mars 2019: Mohammed CHIGUER, *L'économie marocaine*, Editions Handala, Rabat, 2015. Présentation: Mohammed CHIGUER (CERAB, Rabat). Discutant: Mohammed ABDELLAOUI (Ecole normale Supérieure de l'enseignement technique de Rabat). Modérateur: Mohammed AKAABOUNE (Université Mohammed V de Rabat).
- Jeudi 30 mai 2019: Mohamed KHACHANI, *la Question migratoire au Maroc* (2019). Présentation: Mohamed KHACHANI (Université Mohammed V de Rabat). Discutant: Abdesselam EL FTOUH (Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger). Modérateur: Radouane RAOUF (Université Mohammed V de Rabat).

3. Rapport Questions d'économie marocaine

- Lundi 17 décembre 2018 (CDG Capital, place Moulay Al Hassan, salle Mamounia, Rabat): cérémonie de présentation du Rapport *Questions d'économie marocaine 2015-2016*. Présentation générale: Mohammed BOUSLIKHANE, vice-président de l'AMSE et directeur de PEM. Intervenants: Azeddine AKESBI, Ahmed AZIRAR, Issam CHIADMI, Sanae EL OUAHABI, Ikhlas MERGOUM, Abdelaziz SENHAJI. Débat général.

4. Prix AMSE de thèse

Le Prix AMSE de thèse bénéficie du soutien de l'Académie Hassan II des sciences et techniques.

- Cérémonie de présentation du Prix de thèse 2015-2016 décerné à Anass MAHFOUDI, *Politique industrielle et démographie des entreprises au Maroc: le cas des industries de transformation*.
- Prix AMSE de thèse 2017-2018. Candidats: 1) Abdelilah ABBAIA, *Analyse des performances scolaires et des aspirations des élèves au Maroc: application des modèles multi-niveaux*, Université Hassan II de Casablanca, 17 avril 2017; 2) Abdellah ABAIDA, *Politique budgétaire et croissance économique au Maroc: analyse théorique et investigations empiriques à l'aide des modèles VAR*, Université Hassan I^{er} de Settat, 28 juillet 2018; 3) Hicham GOUMRHAR, *Capital humain et croissance économique dans les pays en développement: une analyse empirique en données de panel*; 4) Houcine KHETTAR, *les Fondements théoriques des politiques du développement*; 5) Youssef MOATADI, *l'Économie souterraine au Maroc*, Université Hassan I^{er}, 23 mars 2017. Jury: A. AKESBI (COPE), M. BOUSLIKHANE (INAU), N. EL AOUI (Université Mohammed V de Rabat), H. HAFID (Université Mohammed V de Rabat), N. MOUMNI (Université d'Amiens), K. TAZI (Université Mohammed V de Rabat).

5. Revue des livres (consultable sur le site : www.amse.ma)

- Observatoire national du développement humain, *Inégalités et développement humain : contribution pour le débat sur le modèle de développement au Maroc*, 2017, par Radouane RAOUF (Université Mohammed V de Rabat), 28 février 2019.

6. Revue marocaine d'économie (<https://revues.imist.ma/?journal=RME>)

- Atman DKKHSSI, « Les effets de seuil de la politique budgétaire et croissance économique : le cas du Maroc », n° 1/2019.
- Abdessamad NAHAL, « Energies renouvelables : quel défi pour réaliser une croissance économique et un développement durable pour le Maroc ? », n° 2/2019.

PRESSES ÉCONOMIQUES DU MAROC



Statut juridique

Presses économiques du Maroc est une structure éditoriale scientifique et à but non lucratif. Créée en 2009, sous le nom de Presses universitaires du Maroc (PUM) par l'Association marocaine de sciences économiques dont elle dépend sur le plan légal, elle prend en 2014 le nom de **Presses économiques du Maroc (PEM)**.

Domiciliation

Faculté des sciences économiques, juridiques et sociales, boulevard des Nations Unies, BP 721, Rabat.

Objectifs

- Elaborer et mettre en œuvre une stratégie scientifique d'édition, de publication et de diffusion du livre en sciences économiques.
- Editer des publications (ouvrages, revues, etc.) à « comité de lecture » dans le domaine de l'économie, de la gestion et du management.
- Offrir aux travaux académiques un cadre éditorial et de publication approprié correspondant aux normes scientifiques en vigueur au niveau international.
- Contribuer à la production du savoir économique et à la diffusion des résultats de la recherche universitaire au sein de la communauté des chercheurs, des enseignants et des étudiants.
- Favoriser la publication d'ouvrages de méthodologie, de vulgarisation de travaux scientifiques et d'essais destinés à un public large.

Collections

- Thèses
- Recherches
- Manuels
- Guides méthodologiques
- Digests
- Essais

Comité éditorial

- Azzedine AKESBI
- Khadija ASKOUR
- Mohammed BOUSLIKHANE
- Noureddine EL AOUI
- Fadoua EL MESLOUHI
- Hicham HAFID
- Hanane TOUZANI
- Mounir ZOUITEN

Comité de gestion

- Nabil AÏT SGHIR
- Safae AKODAD
- Adil EL HOUMAI

PUBLICATIONS

Anass MAHFOUDI, *Politique industrielle et démographie des entreprises au Maroc: le cas des industries de transformation* (Prix de thèse 2015-2016), Rabat, Presses économiques du Maroc (en cours).

Aziz RAGBI, *Ciblage de l'inflation et flexibilisation du régime des changes au Maroc*, Rabat, PEM, 2018 (Prix de thèse 2013-2014).

Questions d'économie marocaine 2015-2016, Rabat, PEM, 2018.

Questions d'économie marocaine 2014, Rabat, PEM, 2016.

Safae AISSAOUI, *Connaissance et innovation. Pour un partenariat science-industrie*, Rabat, PEM, 2015.

Rajae MEJJATI ALAMI, *Le Secteur informel au Maroc*, PEM, 2014, coll. Essais.

Questions d'économie marocaine 2013, Rabat, PEM, 2014.

Questions d'économie marocaine 2012, Rabat, PUM, 2013.

Questions d'économie marocaine 2011, Rabat, PUM, 2012.

Kamal ABDELHAK, *Concentration urbaine et industrialisation*, Rabat, PUM, 2012.

Khadija ASKOUR, *Les Réseaux de coopération au Maroc*, Rabat, PUM, 2011.



Revue Marocaine d'Economie
éditée par
l'Association marocaine de sciences économiques

CHARTRE EDITORIALE

1. La *Revue marocaine d'économie (RME)* est une revue électronique, académique et spécialisée, éditée par l'Association marocaine de sciences économiques (AMSE).
2. Elle s'adresse à un public de doctorants et de chercheurs universitaires. Elle privilégie les articles qui cherchent à rendre compte de la réalité de l'économie marocaine dans ses différentes dimensions microéconomiques et macroéconomiques (marchés, organisations, institutions, politiques publiques, développement, etc.).
3. La revue est ouverte aussi bien aux contributions de théorie pure et de doctrine économique qu'aux travaux de modélisation et aux approches empiriques et économétriques.
4. Considérant que le pluralisme permet d'enrichir et de développer la recherche économique et d'alimenter le débat public, *RME* prône une ligne éditoriale ouverte à toutes les approches théoriques et méthodologiques.
5. La revue s'engage à respecter les principes de rigueur et d'exigence scientifique ainsi que les normes et procédures conventionnelles en matière de soumission et d'acceptation des articles par les référés et le comité de lecture.

Structure

6. La structure se compose d'un directeur, d'un comité éditorial et d'un comité de gestion.
7. Le directeur a la responsabilité de la revue sur le plan scientifique et éditorial. Il a pour fonctions de :
 - a. animer les réunions du comité éditorial ;
 - b. formuler et organiser le programme éditorial de la revue ;
 - c. suivre les différentes étapes éditoriales de la revue ;
 - d. contribuer au développement des échanges et de la coopération scientifiques de la revue au niveau national et international.
8. Le comité éditorial a pour fonctions de :
 - a. veiller au respect de la ligne éditoriale de la revue et contrôler la rigueur, la qualité et la cohérence scientifiques de la revue ;
 - b. contribuer au développement des échanges et de la coopération scientifiques de la revue au niveau national et international ;
 - c. susciter et proposer des articles ;
 - d. désigner les rapporteurs ;
 - e. discuter le contenu des articles proposés ;
 - f. valider les articles acceptés et la décision de mise en ligne.
9. Le comité de gestion a pour fonction d'assurer l'administration technique du processus éditorial :
 - a. les soumissions d'articles ;
 - b. l'évaluation des référés ;
 - c. la mise en ligne des articles acceptés.

10. Le directeur de *RME* est proposé par le comité directeur et désigné par le conseil d'administration de l'AMSE.
11. Les membres du comité éditorial et du comité de gestion sont désignés, pour une durée de quatre ans, par le conseil d'administration de l'AMSE sur proposition du directeur de la revue.

Fonctionnement

12. Le comité éditorial se réunit une fois par mois. Les réunions sont consacrées à :
 - a. la présentation des rapports de lecture ;
 - b. la discussion du contenu des articles et des numéros ;
 - c. la validation des articles acceptés.
13. Le comité de gestion se réunit une fois par mois sur un ordre du jour proposé par le directeur.
14. Les articles sont soumis de façon anonyme et sont évalués par deux rapporteurs au moins désignés en fonction de leurs domaines de recherche et de leurs spécialisations disciplinaires.
15. L'évaluation des articles soumis porte sur à la fois sur le fond et sur la forme.
16. Les rapports d'évaluation sont présentés et discutés au sein du comité éditorial.
17. Un article est jugé publiable s'il obtient deux avis favorables dûment justifiés.
18. La décision du comité éditorial est portée par écrit à la connaissance de l'auteur par le directeur de la revue au nom du comité éditorial.
19. Les avis des rapporteurs peuvent être de trois types :
 - favorable ;
 - favorable sous réserves ;
 - défavorable.
20. Des numéros thématiques peuvent être proposés au comité éditorial qui se prononce sur la base d'un projet élaboré et proposé par le(s) coordinateur(s) du numéro.

Soumission

21. Les articles soumis à *Revue marocaine d'économie* doivent traiter de travaux originaux n'ayant fait l'objet d'aucune publication antérieure.
22. Un article soumis à *Revue marocaine d'économie* ne doit pas être proposé simultanément à une autre revue.
23. Les articles ne doivent pas dépasser 70 000 signes (y compris tableaux, formules, références bibliographiques). Sont comptabilisés comme signes : caractères, ponctuation, espaces. Les « tapuscrits » sont à adresser en quatre exemplaires à la rédaction de la revue, accompagnés d'un CD, ou envoyés par email à l'adresse de la revue.
24. La page de garde doit comporter, outre le titre du texte soumis, le nom de l'auteur, son appartenance institutionnelle et son adresse complète.
25. Le corps du texte doit être précédé d'un résumé en français, en anglais et en arabe, suivi des mots-clés et des codes de rubriques dont il relève selon la classification JEL (*Journal of Economic Literature*).
26. Dans le corps du texte, les citations doivent être présentées en format Harvard (nom de l'auteur, année de parution).

27. La bibliographie doit comporter les références indiquées dans le texte. Les nom et prénom des auteurs cités sont mentionnés par ordre alphabétique et, pour le(s) même(s) auteur(s), par ordre chronologique décroissant. Les titres d'ouvrage et les noms de revue sont en caractères italiques. Les titres d'article sont en caractères droits et entre guillemets. Chaque référence doit comporter le nom de l'éditeur (pour les ouvrages), le lieu de publication et l'année de publication. Pour les articles de revue ou d'ouvrage collectif, la pagination doit aussi être mentionnée.

28. Les articles exploitant des données statistiques et/ou des enquêtes empiriques doivent mentionner de manière précise l'origine et la propriété des données mentionnées.

Mise en ligne

29. Les articles acceptés sont mis en ligne sur décision du comité éditorial.

La mise en ligne des articles se fait à flux continu.

Directeur

Nouredine EL AOUI (Université Mohammed V de Rabat)

Comité éditorial

- Bernard BILLAUDOT (Université Grenoble-Alpes)
- Mohammed BOUSLIKHANE (Institut national d'aménagement et d'urbanisme, Rabat)
- Nouredine EL AOUI (Université Mohammed V de Rabat)
- Nouh EL HARMOUZI (Université Ibn Tofaïl de Kénitra)
- Saïd HANCHANE (Ecole de gouvernance et d'économie, Rabat)
- Michel Hollard (Université Grenoble-Alpes)
- Nouzha LAMRANI (Université Mohammed V de Rabat)
- Rajaa MEJJATI ALAMI (Observatoire du développement humain, Rabat)
- Nicolas MOUMNI (Université de Picardie-Jules-Verne)
- Alain Piveteau (Institut de recherche pour le développement, Paris)
- Redouane TAOUIL (Université Grenoble-Alpes)
- Eric VERDIER (Laboratoire d'économie et de sociologie du travail, Aix-en-Provence)

Editeur

Nouh EL HARMOUZI (Université Ibn Tofaïl de Kénitra)

Comité de gestion

Adil EL HOUMAI (Université Mohammed V de Rabat)

الجمعية المغربية للعلوم الاقتصادية

مشروع الجامعة الاقتصادية

اجتماع المجلس الإداري، 5 أكتوبر 2013

اجتماع المجلس الإداري، 11 يناير 2014

1. الأهداف

تهدف الجامعة الاقتصادية إلى :

1. نشر المعرفة الاقتصادية على نطاق واسع يشمل جميع الفئات العمرية والاجتماعية والمهنية.
2. تطوير الوعي لدى المواطن بالإشكاليات الاقتصادية على المستويات المحلية والوطنية، وبالتحديات الدولية المرتبطة بالعملة، وبرهانات التنمية الشاملة، البشرية والمستدامة في بلادنا.
3. تقوية الإدراك بالبنيات والأنساق والقوانين الاقتصادية، وبآليات اشتغال السوق، وبأنماط التدبير على المستوى الماكرواقتصادي والعمومي، وعلى المستوى الميكرواقتصادي المتعلق بالمقاولات وبالتنظيمات المهنية.
4. تعزيز الثقافة العقلانية والارتقاء بالسلوكات الفردية والجماعية باعتبار كل من المصلحة العامة وقيم الأخلاق والمواطنة.

2. الهيكلة

1. الجامعة الاقتصادية جامعة رقمية، مفتوحة للعموم.
 2. تنتظم الجامعة الاقتصادية على مدار السنة في شكل دروس ومحاضرات وندوات دورية ضمن برنامج عام تضع خطوته اللجنة العلمية للجامعة، يشمل موضوعات مختلفة تهتم العموم، وتصب في اهتمامات المواطن.
 3. يلقي الدروس والمحاضرات أساتذة جامعيون وباحثون متخصصون في ميدان العلوم الاقتصادية؛ ويتم اختيارهم بناء على طلب عروض يعلن عنه كل سنة على الموقع الإلكتروني للجمعية المغربية للعلوم الاقتصادية: www.amse.ma.
 4. تتميز المحاضرات والندوات بالقيمة العلمية العالية من جهة، وبالطبيعة البيداغوجية والتبسيطية من جهة أخرى.
 5. تلقى المحاضرات باللغة العربية أساسا.
 6. تقوم الجامعة الاقتصادية على مبدأ المجانية، كما أن المساهمة في المحاضرات والندوات تطوعية.
3. الدروس والمحاضرات (لائحة أولية، سوف تعمل اللجنة العلمية على تحديد برنامج عام يتضمن المواضيع، والموجهات المتعلقة بالمضامين والمناهج والوسائل والبرمجة الزمنية).

4. الشعب والتخصصات

1. أسواق وأموال.
2. مقاولات ومنظمات.
3. نمو وتنمية.
4. قطاعات وأنشطة.

5. تربية وتكوين وتشغيل.

6. سياسات اقتصادية.

7. إبداع وبحث وتطوير.

8. اقتصاد دولي وعولمة.

5. الموضوعات (المطلوب بلورة المواضيع في شكل إشكاليات ذات علاقة بقضايا المجتمع وبالمعيش الراهن للناس)

1. الفكر الاقتصادي.

2. الاقتصاد الإسلامي.

3. النمو واستراتيجيات التنمية.

4. السياسة الموزنانية.

5. المؤسسات والتطور.

6. دور الدولة والقطاع الخاص.

7. السوق والدولة.

8. دولة الرعاية.

9. السياسة النقدية.

10. السياسة الضريبية.

11. سياسة الصرف.

12. سياسة الخصوصية.

13. الحماية والانفتاح.

6. اللجنة العلمية (تمثيلية علمية وجامعية)

7. لجنة التدبير

8. تمويل

ASSOCIATION MAROCAINE DE SCIENCES ECONOMIQUES

FICHE D'ADHESION

Adhérent

- Nom et prénom :
- Titres et fonctions :
- Adresse :
- Téléphone :
- Fax :
- E-mail :
- Année d'adhésion :

Les adhésions sont valables pour une année civile, quelle que soit la date à laquelle elles ont été réglées.

Montant de l'adhésion

- Personne physique : 200 Dh
- Institution : 1 000 Dh
- Doctorant : 100 Dh

Les étudiants doivent obligatoirement joindre la photocopie de leur carte d'étudiant.

La demande d'adhésion doit être adressée à :

Association marocaine de sciences économiques, Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales, boulevard des Nations Unies, BP 721, Rabat, Maroc

E-mail : amse@menara.ma

L'adhérent reçoit un reçu de son paiement.

ASSOCIATION MAROCAINE DE SCIENCES ECONOMIQUES

FICHE D'INFORMATION

Nom :

Prénom :

Date et lieu de naissance :

Titre ou fonction :

Institution :

Adresse professionnelle :

.....

Adresse personnelle :

.....

Téléphone :

E-mail :

Diplôme le plus élevé :

Spécialité(s) :

Titre de la thèse (préciser l'institution) :

.....

Date de soutenance :

Directeur de thèse :

Thèmes de recherche :

.....

.....

Publications académiques (à partir de la plus récente, se limiter à 5 références) :

.....

.....

.....

.....

Rapports et études (à partir du plus récent, se limiter à 5 références) :

.....

.....

.....

.....

Fiche à adresser à :

Association marocaine de sciences économiques, Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales,
Boulevard des Nations Unies, BP 721, Rabat, Maroc

E-mail : amse@menara.ma

Site web : www.amse.com

